Hongrie 1956

Socialisme ou Barbarie

Les textes qui suivent sont la reproduction d'une plaquette éditée par la librairie "la Vieille Taupe" en 1969 et imprimés aux Editions de l'AGEL à Lyon.

La plaquette avait le sous titre suivant :

Ces textes sont extraits du n° 21 de Socialisme ou Barbarie et du livre Pologne-Hongrie.

INTRODUCTION

Le travail théorique, la discussion et la réflexion sur les conditions actuelles et sur les expériences passées de la lutte révolutionnaire sont une nécessité pour le mouvement révolutionnaire afin que celui-ci puisse naître effectivement de la coordination et de l'unification des luttes et que les forces luttant contre le capital puissent se donner effectivement les moyens organisationnels et stratégiques indispensables pour détruire sa domination. L'expérience de la lutte du peuple hongrois en 56 est là pour le montrer.

Le peuple hongrois dans sa lutte contre la domination du capital a été capable de se donner les premières formes organisationnelles nécessaires à la prise de pouvoir : les conseils révolutionnaires d'ouvriers, soldats et paysans, mais la soudaineté de la crise de la société hongroise, l'atomisation de la classe ouvrière imposée par 8 ans de régime policier stalinien avaient empêché les forces révolutionnaires de se constituer en tant que tel de se préparer dans la lutte au heurt décisif contre l'Etat policier de la bureaucratie politique. La classe ouvrière hongroise, force décisive dans la lutte contre le capital ne disposait en 56 que de l'expérience des vieux militants syndicalistes qui aux côtés des jeunes ouvriers, éléments moteurs de la lutte armée, s'efforcèrent de définir la stratégie et la tactique des conseils ouvriers. Le mouvement révolutionnaire avait rassemblé derrière la classe ouvrière les paysans qui avaient bénéficié de la réforme agraire et les intellectuels. Les paysans prenaient à peine conscience d'eux-

mêmes (cf. documents) ; quant aux intellectuels, regroupés dans le conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois, après 8 ans de débats stériles sur le réalisme socialiste, ils étaient incapables de fondre dans l'action révolutionnaire les éléments théoriques dont le mouvement de 56 avait un urgent besoin.

Nécessaire à la lutte révolutionnaire il reste que la réflexion théorique est marquée dans son existence même par la structure capitaliste, par division entre manuels et intellectuels qui range le savoir du côté du capital. Elle risque perpétuellement soit de n'être que l'apanage ésotérique et stérile du cercle restreint des nouveaux papes universitaires, soit de n'être que l'habituel masque idéologique de toutes les organisations qui des groupuscules "gauchistes" aux grandes organisation réformistes ne sont que les effets de la structure capitaliste à l'intérieur des forces révolutionnaires. De par leur situation dans la division du travail propre à la structure du capital, les étudiants et d'une manière plus générale, les intellectuels "révolutionnaires" sont amenés à avoir une pratique théorique qui même lorsqu'elle est liée à une lutte effective contre les lieux du savoir, tend à conserver l'autonomie de la théorie, théorie qui peut alors remplir dans les organisations à volonté révolutionnaire le même rôle qu'elle remplit dans les organisations directement utile au maintien du capital. L'accumulation théorique exige, pour être effectivement investie et reprise dans le développement du mouvement révolutionnaire, d'être liée à une critique en actes de tous les mécanismes qui lient cette pratique au maintien du capital, non seulement dans les institutions bourgeoises, mais à l'intérieur même de tous les groupes formels ou informels qui se réclament de la lutte révolutionnaire. Enfin, à son niveau propre,

la réflexion théorique doit être le fait de la discussion et de la polémique entre tous ceux qui prétendent participer au combat révolutionnaire. L'échange des informations non seulement sur les luttes mais aussi sur toutes les élaborations et discussions théoriques est à ce niveau une nécessité.

La diffusion de documents sur les conseils ouvriers dans la lutte révolutionnaire du peuple hongrois en 56 a ce but. Les évènements de Hongrie ont été un moment important pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Les problèmes qu'ils posent intéressent directement les militants qui luttent actuellement contre l'exploitation et l'aliénation capitaliste.

Le peuple hongrois et en premier lieu la classe ouvrière hongroise, en se soulevant contre un Etat qui prétendait être l'instrument de la dictature de cette même classe ouvrière, a remis en cause dans les faits et malgré les limites et les ambiguïtés de sa lutte, l'imposture que représente depuis 40 ans pour le mouvement révolutionnaire la soi-disante patrie des soviets, l'U.R.S.S. La lutte du peuple hongrois oblige le mouvement révolutionnaire à reposer le problème du passage au socialisme et les formes que doit avoir la dictature du prolétariat pour être autre chose qu'un masque idéologique au service du capital. La lutte du peuple hongrois remet en cause dans les faits, les formes classiques des organisations révolutionnaires, elle remet en cause le statut de la théorie tel qu'il s'était imposé depuis Lénine, en dévoilant comment celle-ci peut se transformer en simple idéologie et en cette caricature de la conscience révolutionnaire qu'est le culte de la personnalité. La lutte du peuple hongrois remet en cause l'attitude béate des intellectuels petits bourgeois des pays

occidentaux, qui 40 ans après le mythe de l'U.R.S.S. continuent de chercher à Cuba et en Chine populaire le paradis perdu de la patrie du "socialisme".

Engager la discussion sur les évènements de Hongrie, comme sur la révolution russe de 17, sur la construction du socialisme dans les pays "sous-développés" ou les sociétés capitalistes avancées, c'est engager la polémique. Mai la polémique, à son niveau limité, peut aider le mouvement révolutionnaire à lutter contre tous les effets idéologiques et organisationnels de la société capitaliste qui des nostalgiques du culte de Staline aux Bonzes réformistes tendent à le détourner de son but.

(5 novembre 1956 – Inédit)

"Camarades ! De nouveau le sang coule dans notre malheureux pays. Les dirigeants de l'Union soviétique ont encore et de nouveau recours à leur politique terroriste de colonisation comme à l'époque de Staline-Rákosi.
Pendant que nous menions des négociations amicales avec eux, ils nous trompaient et, maintenant, il organisent des assassinats en masse avec leurs tanks et leurs avions. Par cet acte barbare, ils rendent impossible à jamais l'activité publique d'un parti communiste honnête dans notre pays.
János Kádár et son parti réorganisé peuvent essayer de tromper le pays et le monde, mais un fait demeure : les canons russes ont ruiné en Hongrie la démocratie et le communisme. Nous sommes des communistes convaincus, mais nous devons avouer que Staline ne fut pas le seul à utiliser le communisme comme prétexte d'expansion de l'impérialisme russe et de l'écrasement des peuples libres…
Camarades ! Notre place est… sur les barricades où nos frères continuent leur lutte contre l'impérialisme brutal… Les dirigeants soviétiques doivent savoir que les vrais communistes hongrois ne tolèreront jamais le règne terroriste russe. S'ils écrasent ce peuple, ceux qui resteront vivants… continueront la lutte illégale contre eux…
Nous ferons tout pour transmettre une image fidèle de la politique brutale de colonisation des Russes non seulement aux camarades russes, mais aussi aux camarades vivant en Yougoslavie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie et également dans les pays occidentaux… Ceux qui, de quelque manière que ce soit et au nom de n'importe quel parti collaborent avec cette puissance de colonisation, trahissent non seulement la Hongrie mais aussi le communisme et nous les combattrons. Camarades, tout vrai communiste hongrois a sa place maintenant aux barricades !"

opposés aux ouvriers et aux intellectuels dans les intérêts égoïstes, individuels et étrangers aux dépens des Hongrois.
b) Nous désirons, par notre poids unifié et organisé en tant que partenaires égaux avec les ouvriers des villes et les intellectuels, servir l'Etat hongrois

socialiste et démocratique.
c) Avec notre unité à créer, nous voulons nous opposer à certains éléments de la paysannerie qui veulent abuser les travailleurs des villes en difficulté.
d)Nous voulons contribuer à la prévention de l'inflation par le maintien des prix. Mais nous demandons la même chose à l'industrie.
e) C'est dans une organisation commune que nous voulons empêcher toute activité qui essaie de créer un germe même de la grande propriété. Nous déclarons que pour un tel but nous ne rendrons pas une motte de terre des mains de la paysannerie et nous sommes prêts à défendre de toutes nos forces cette position.
6 □ Pour la réalisation de nos désirs mentionnés et dans le cas de leur satisfaction, nous nous engageons dans l'intérêt du redressement de notre pays (parce que nous ne voulons aucunement attaquer de dos les ouvriers luttant par la grève) :
a) A travailler sans économiser notre temps et nos forces ;
b) A mettre à la disposition du peuple du pays nos produits, au prix équitable de marché libre ;
c) A être prêts à soutenir par nos dons ceux qui sont dans le besoin, mais à ne les distribuer que directement aux intéressés, sans organe intermédiaire.

7 □ Les comités nationaux des villages nommés ont décidé que cette déclaration unanime serait portée à Budapest par une délégation désignée par nous et qu'elle la présenterait à qui de droit.
…

Département du Sud-Komáron Comité National du
Le 19 novembre 1956. département du Sud-Komáron.

Nous appelons les conseils ouvriers, surtout départementaux, à soutenir le travail des conseils paysans et à établir une rapport organique avec eux.

TEXTE DIFFUSE PAR RADIO LIBRE "RAJK"

RAPPEL DES EVENEMENTS

1956

22 octobre : meetings dans toutes les universités, des résolutions sont votées réclamant l'égalité entre la Hongrie et la Russie, la publication des traités économiques, l'autonomie ouvrière, le retour de Nagy au gouvernement. Une manifestation est décidée pour le lendemain, des délégations sont envoyées aux usines, des jeunes ouvriers font le va-et-vient entre la faculté et les usines pour distribuer les résolutions.

23 octobre : interdite puis autorisée par le gouvernement, la manifestation rassemble en fin d'après-midi 100 à 150 mille manifestants, étudiante au départ, elle se grossit à partir de 17 heures des ouvriers qui sortent des usines.
20 heures : le gros de la manifestation reste place du Gouvernement, réclamant le retour de Nagy au gouvernement ; une partie des manifestants se rend au monument Staline, la statue est abattue, une délégation se rend au palais de la radio pour faire lire les résolutions. Refus de la radio qui est gardée par 5 à 600 AVH (police politique) ; vers 23 heures la police politique ouvre le feu sur les manifestants qui essaient de pénétrer dans le palais de la radio, des unités de l'armée hongroise envoyées en renfort se laissent désarmer par les manifestants ou passent de leur côté ; des ouvriers retournent vers les usines où les équipes de nuit arrêtent le travail et s'emparent des dépôts d'armes de la milice ouvrière et des stocks des usines d'armement ; un peu partout dans Budapest, des combats s'engagent contre la police politique.

24 octobre : la radio annonce la nomination de Nagy a la tête du gouvernement ; la promulgation de la loi martiale et l'appel de Nagy à l'armée russe qui est intervenue à l'aube contre les insurgés. Les combats et les manifestations continuent ; les insurgés harcèlent les Russes et tiennent les quartiers autour des casernes et dans les banlieues ouvrières.

25 octobre : Géro, secrétaire du parti est démis de ses fonctions et remplacé

par Kadar. Nagy et Kadar promettent des réformes, mais demandent aux insurgés de déposer les armes.
Les combats continuent contre l'armée russe.
Les premiers conseils ouvriers sont créés dans les usines.

26 octobre : A Budapest, le colonel Maleter passe du côté des insurgés. Avec son unité de chars, il tient la caserne Kilian. Kopaksi, préfet de la police de ville passe du côté des insurgés et fait distribuer des armes aux étudiants, organisant des unités reliées à la préfecture.
En province, partout des comités révolutionnaires composés de délégués des conseils ouvriers et des représentants de l'armée et des paysans prennent le pouvoir et désarment la police politique. Radio Miskolc et radio Gyor sont aux mains des forces révolutionnaires. Les premières délégations sont envoyées au gouvernement Nagy qui fait de nouvelles promesses et s'efforcent de faire déposer les armes aux insurgés.

27 octobre ; Formation d'un gouvernement national, Nagy a fait appel aux anciens partis démocratiques. Il reçoit sans cesse de nouvelles délégations des conseils ouvriers et révolutionnaires de province.

28 octobre : Nagy à la radio admet que le mouvement n'est pas contre révolutionnaire, les russes se retirent de Budapest ; le gouvernement s'efforce de prendre le contrôle des insurgés en créant la garde nationale
30 octobre : Nagy dément avoir proclamé la loi martiale et appelé les Russes. Malgré des réserves, l'ensemble des conseils révolutionnaires affirment leur soutien au gouvernement Nagy ; les délégations affluent à Budapest. Le cardinal Mindzenty est libéré. Les anciens partis se reconstituent. Radio Europe libre (propagande américaine) s'efforce de jeter le discrédit sur le gouvernement Nagy.
Constitution à Gyor du conseil national de Transdanubie s'appuyant sur les conseils ouvriers, tentative pour répandre le mouvement aux pays limitrophes.

31 octobre : Radio Moscou annonce que le gouvernement russe est prêt à négocier le retrait de ses troupes. Les conseils de province signalent l'arrivée

Ouvrier Révolutionnaire du Grand-Budapest relatives aux problèmes généraux du pays et nous l'assurons par cette voie de notre soutien complet.
Toutefois, nous soulignons les points dont la réalisation et la garantie sont les plus urgents. Notamment :
a) La retraite complète des troupes soviétiques du pays, au cours de l'année ;
b) Le renforcement et la garantie de notre neutralité ;
c) L'élection libre avec la participation de plusieurs partis socialistes, dont un parti paysan représentant les intérêts paysans ;
d) La libération des déportés et des prisonniers politiques de la révolution et la cessation immédiate des déportations ;
Nous revendiquons l'inviolabilité de toute personne participant à la lutte d'indépendance révolutionnaire. Mais nous nous désolidarisons des voleurs et autres éléments criminels irresponsables.
3 Dans l'intérêt de notre soutien aux conseils ouvriers révolutionnaires et de notre collaboration ultérieure avec eux, nous revendiquons et demandons au gouvernement en fonction, l'établissement des conseils paysans locaux, de canton et de département élus de la paysannerie elle-même avec les mêmes attributions prévalant aux conseils ouvriers.

4 Pour souligner le rôle de l'auto-administration locale et puisque selon notre opinion, le village paysan est au fond une unité agricole (entreprise), nous demandons, dans le cadre juridique de l'Etat, l'auto-administration économique et administrative complète afin que nous puissions coordonner les intérêts de l'Etat et de la paysannerie, conformément aux données locales.

5 Nous demandons et revendiquons la création, à l'échelon national d'un conseil paysan révolutionnaire, d'une représentation des intérêts de la paysannerie, comme un syndicat, par la voie duquel le gouvernement en fonction peut négocier avec la paysannerie et celle-ci peut également collaborer avec le gouvernement. Notre condition est, cependant, que les fonctionnaires de cette organisation remplissent leur rôle, comme élus par la paysannerie, délégués de celle-ci et ainsi ayant sa confiance.

Nos motifs :

a) Nous ne voulons pas, à cause de notre état inorganisé, être dupes encore et

quotidien. Cette demande une fois satisfaite, le problème de l'information serait résolu.

Pour conclure, nous dirons qu'aujourd'hui il est nécessaire que les conseils ouvriers, avec une unité et intransigeance complètes servent – même avec la reprise du travail – la cause de la révolution du 23 octobre. Nous avons fait le premier pas, c'est au gouvernement de répondre. Tout cela peut durer plusieurs mois. Il nous faudra veiller avec vigilance, pendant tout ce temps-là, car la clique compromise de Rákosi et Géró essaie de pêcher en eau trouble et de restaurer son régime. Nos rangs se renforcent de jour en jour. Nous avons derrière nous des écrivains honnêtes qui ont joué un rôle important dans la préparation de la révolution, des artistes, des musiciens et le Conseil Révolutionnaire des Intellectuels Hongrois qui groupe toutes les organisations d'intellectuels. Une unité nationale, encore jamais vue, qui rassemble tous les Hongrois honnêtes, se constitue actuellement à la suite de nos combats. Regroupons-nous encore davantage, resserrons encore nos contacts entre conseils ouvriers et continuons à combattre avec une vigilance révolutionnaire pour notre objectif sacré, une Hongrie socialiste, indépendante et démocratique, édifiée selon nos caractéristiques nationales.
Budapest, le 27 novembre 1956.

Le Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest.

DECLARATION

Nous, paysans travailleurs individuels et de coopératives, artisans, ouvriers industriels et intellectuels de Bokod, de Csaczas, de Dad, de Szend et de Szák, à travers les comités nationaux promus à notre représentation par l'élection libre et par mandat, constatons, déclarons, demandons et revendiquons les points suivants :

1 Dans le travail de l'élévation de notre patrie bien-aimée nous demandons une place et une voix organisées, au nom de toute notre société paysanne, car nous constituons la majorité de la population du pays.

2 Nous sommes totalement en accord avec les revendications du Conseil

de nouvelles unités russes en Hongrie.

1er novembre : Afflux des troupes russes, protestation de Nagy, plainte à l'ONU et déclaration de la neutralité de la Hongrie. Nagy et Kadar annoncent la fondation d'un nouveau parti, le parti socialiste hongrois. A Gyor le conseil révolutionnaire fait disperser un meeting organisé par les partis bourgeois.

2 novembre : Les conseils ouvriers des grandes usines de Budapest décident la reprise du travail pour le 5 novembre. Le conseil révolutionnaire de Bonsod – Miskolc réclame la constitution d'un conseil révolutionnaire national constitué par les conseils révolutionnaires et les conseils ouvriers en remplacement de l'ancien parlement.

3 novembre : Remaniement du gouvernement Nagy. Maleter est responsable des forces insurgées. Discours à la radio (radio Budapest contrôlée par le gouvernement) du cardinal Mindzenty. Radio Europe Libre lance le mot d'ordre : Mindzenty au pouvoir ; Maleter et les chefs militaires des insurgés, invités à venir négocier le départ des troupes russes sont arrêtés.

4 novembre : Les Russes attaquent Budapest. Kadar, disparu depuis quelques jours annonce qu'il a pris la tête d'un gouvernement ouvrier et paysan soutenu par les Russes. Reprise des combats dans tout le pays. Nagy se réfugie à l'ambassade yougoslave.

5 – 12 novembre : Poursuite des combats dans tout le pays, des dernières résistances ont lieu à Pecs où les mineurs se retirent dans les contre-forts du mont Mecksen et continuent d'harceler les convois russes et dans les quartiers ouvriers du Csepel à Budapest.

12 novembre : Le comité révolutionnaire d'Ujpest (banlieue ouvrière de Budapest) lance un appel pour la formation d'un conseil ouvrier central.

13 novembre : Une délégation de plusieurs conseils ouvriers de Budapest est reçue par Kadar qui ne veut donner aux conseils ouvriers qu'un pouvoir économique. Une réunion autour de Miklos Gimes et Balazs Nagy crée la ligue des socialistes hongrois. La grève générale est totale depuis le 4

novembre.

15 novembre : Balazs, président du conseil du grand Budapest est démis de ses fonctions pour avoir interprété le mot d'ordre de reprise du travail comme une reconnaissance du gouvernement Kadar ; le conseil doit aller s'expliquer devant les assemblées d'usines mécontentes. Devenyi de Csepel est nommé président. Les Russes organisent les arrestations et les déportations vers l'U.R.S.S. En province double pouvoir entre les conseils révolutionnaires et la police politique et permanents du parti soutenus par l'armée russe.

19 novembre : Convocation de tous les délégués des conseils révolutionnaires de province à Budapest pour la constitution d'un conseil ouvrier national. En province, la grève est toujours totale.

21 novembre : L'armée russe empêche la réunion des délégués des conseils révolutionnaires, une partie d'entre eux réussit à se réunir ; affrontement entre les délégués de province et ceux de Budapest, les premiers reprochant aux seconds d'avoir repris le travail. Le conseil du grand Budapest entérine le mot d'ordre de grève de 48 heures décidé par les ouvriers devant l'intervention des Russes contre les délégués. Une liaison permanente est mise en place entre le conseil du Grand Budapest et les conseils de province. Le président Devenyi, estimé trop tiède est démissionné et remplacé par Racz, un ouvrier de 23 ans, Bali et Lalocsa sont nommés vice-présidents.

23 novembre : Pour commémorer l'anniversaire du début de la révolution, le conseil central décide que pendant une heure, personne ne sortira dans les rues de Budapest. Déploiement des troupes russes.

4 décembre : Les assemblées d'usines proposent pour l'anniversaire de la deuxième intervention russe d'organier une manifestation dans Budapest. Le conseil central propose que seules les femmes y participent.

5 décembre : Miklos Gimes est arrêté ; la police essaie d'arrêter Racz et Bali qui parviennent à se réfugier dans leurs usines ; devant la résolution des ouvriers, les forces de police n'osent pas intervenir. Arrestation d'un grand nombre de membres des conseils ouvriers.

9 décembre : Une grève de 48 heures est décidée pour protester contre la

Nous ne voulons pas vivre de la révolution et nous ne tolérerons pas que qui ce soit essaie d'en vivre.
Nous estimons que l'adhésion aux syndicats doit être libre d'autant plus qu'on ne saurait préserver d'une autre manière les syndicats du danger de la bureaucratisation et de l'éloignement du peuple.
Nous protestons contre la thèse des "syndicats libres" récemment constitués d'après laquelle les conseils ouvriers devraient être uniquement des organisations économiques. Nous pouvons affirmer que les véritables intérêts de la classe ouvrière sont représentés en Hongrie par les conseils ouvriers et que, d'autre part, il n'existe pas actuellement un pouvoir politique plus puissant que le leur. Nous devrons ?uvrer de toutes nos forces au renforcement du pouvoir ouvrier.
5) Les conseils ouvriers d'arrondissement et de département devront rentrer immédiatement en contact avec l'organisme distributeur compétent de la Croix-Rouge. Ils devront envoyer leurs délégués à son siège central afin d'assurer une répartition équitable des denrées et des médicaments. Il est important que des experts figurent parmi les délégués.

6) Dans le but d'empêcher toute inflation, les conseils d'arrondissement et de département devront organiser le contrôle public des marchés et des halles centrales, afin que les travailleurs empêchent l'augmentation des prix. Ces contrôleurs devront se présenter régulièrement dans les lieux de vente, clouer au pilori les auteurs d'infractions et, en outre, signaler à qui de droit tout abus.

7) Les conseils d'arrondissement et de département devront faire tout leur possible pour informer l'opinion publique. Toutes les fois que la chose sera faisable, ils demanderont que leur soit réservée une place dans la presse locale. Par ailleurs, ils devront fournir constamment des informations objectives aux travailleurs des usines et des entreprises. Pour cette raison, les conseils centraux des grandes usines doivent faire le nécessaire pour que cet appel soit distribué dans tous les ateliers. Ces revendications ayant été formulées à plusieurs reprises, le président du Conseil des Ministres a promis qu'il soumettrait, le 27 courant, au Conseil des Ministres, notre revendication au sujet de l'obtention d'une licence pour la création d'un

Nous voulons, en effet, un renforcement considérable de l'autorité de ces conseils.
Pour ce qui est de la personne des directeurs, nous pensons que ces derniers doivent être élus par les conseils eux-mêmes après déclaration de candidature. L'entrée en fonction d'un directeur ne devrait pas être subordonnée à l'accord du ministre ou du ministère. Nous invitions les conseils ouvriers à mettre tout en ?uvre pour la réalisation de notre position ; à ne pas accepter des dirigeants imposés aux usines, qui dans le passé ont fait la preuve de leur incompétence et de leur éloignement du peuple. Il faudra se méfier des arrivistes au passé douteux.
4) Par la suite, il est très important que l'élection des nouveaux comités d'usine soit assurée par les conseils ouvriers représentant la volonté authentique de la classe ouvrière. Les 'syndicats libres", dont le nombre augmente sans cesse actuellement, tentent de s'assurer une popularité en formulant des revendications de salaires maximalistes. Il convient de préciser que les dirigeants de ces "syndicats libres" n'ont pas été élus par les ouvriers, mais désignés à l'époque rákosiste, époque à laquelle ils se sont compromis.
Les syndicats essaient actuellement de présenter les conseils ouvriers, comme s'ils furent constitués grâce à la lutte des syndicats. Il est superflu de préciser que c'est là une affirmation gratuite. Seuls les ouvriers ont combattu pour la création des conseils ouvriers et la lutte de ces conseils a été dans bien des cas entravée par les syndicats qui se sont bien gardés de les aider.
Nous pensons que les ouvriers ont besoin d'organisations qui défendent leurs intérêts, de syndicats et de comités d'usine. Mais de ceux qui sont élus par la base avec des méthodes démocratiques, de façon que leurs dirigeants soient d'honnêtes représentants de la classe ouvrière. Voilà pourquoi il importe que les comités d'usine soient élus de la façon la plus démocratique, une fois les conseils ouvriers définitivement constitués, afin que la composition personnelle de ces comités fournisse toutes les garanties pour la réalisation des objectifs de la révolution.
Nous sommes hostiles au maintien des permanents syndicaux rétribués. En effet, l'activité aussi bien au sein d'un comité d'usine qu'au sein d'un conseil ouvrier doit être un travail social bénévole.

répression. Le gouvernement décide la dissolution du conseil du grand Budapest "dont les membres préféraient s'occuper exclusivement des questions politiques pour construire un nouveau pouvoir à opposer aux organes exécutifs de l'Etat".

11 décembre : Grève générale. Convoqués par Kadar "pour discuter" Racz et Bali quittent leurs usines et sont arrêtés au parlement. Le comité révolutionnaire des intellectuels est dissous.

13 décembre : L'usine Beloiannis poursuit la grève pour protester contre l'arrestation de Racz et Bali. Partout dans le pays le gouvernement Kadar appuyé par les Russes reprend le contrôle policier de la population ; nombreuses arrestations des délégués aux conseils ouvriers.

17 décembre : Premières condamnations à mort.

1957

11 et 12 janvier : Les ouvriers de Csepel se mettent en grève. La police intervient ; un mort, les chars russes cernent Csepel (le plus gros quartier ouvrier de Budapest).

Septembre : Dissolution des derniers conseils ouvriers. Napzabadzag, le journal du parti dénonce les conseils ouvriers comme étant une "création de la contre-révolution".

CE QUE FURENT
LES CONSEILS OUVRIERS HONGROIS

(Témoignage de Ferenc Töke, l'un des anciens vice-présidents du Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest)
(Paru dans la revue Etudes (Bruxelles), n □ 3, 1960)
(Traduction revue, corrigée et complétée)

Je suis issu d'une famille ouvrière. Très jeune, j'ai commencé à travailler comme apprenti à l'usine d'appareils de T.S.F. ORION. Reçu compagnon, je devins ajusteur-outilleur, mais désireux de continuer des études qui, jusque-là avaient été très sommaires, je m'inscrivis à des cours du soir. Grâce à quoi je fus versé dans les cadres en qualité de chronométreur, profession qui, certes, n'est pas populaire en Hongrie. Néanmoins lorsque, pendant la révolution, on procéda aux élections du conseil ouvrier de mon entreprise – je travaillais alors à la fabrique d'Appareillage Téléphonique, qui employait quelques 3 000 ouvriers – je me trouvai en tête de liste avec une confortable avance de voix sur les autres. Quand ces élections provisoires furent confirmées, je voulus retirer ma candidature pour raison de santé, mais le personnel du département où je travaillais protesta contre cette défection, et je fus de nouveau élu. J'ajoute que j'avais adhéré au parti social-démocrate à l'âge de 16 ans, et que depuis j'ai conservé mes convictions sociales-démocrates. Cependant, comme une grande partie des ouvriers de mon pays, j'étais devenu membre du Parti des Travailleurs Hongrois (le parti communiste).

Je sais que mon témoignage ne sera pas une image complète des conseils ouvriers ; je ne peux dire que ce que je sais. Par contre, je dirai tout sans rien ajouter, sans rien négliger. Ce que j'ai dit, j'en prends la responsabilité.

1) Dans tout arrondissement et dans tout département où un conseil ouvrier d'arrondissement ou de département n'a pas encore été constitué, ces organismes sont à former d'urgence au moyen d'élections démocratiques organisées à la base. Les usines importantes et d'abord celles qui se trouvent dans les villes centrales des départements devront prendre l'initiative de constituer des conseils centraux.

2) Tout conseil central d'arrondissement et de département doit se mettre immédiatement en rapport avec le Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest (15-17, rue Akacfa, téléphone 422-130). Le président du conseil central ouvrier est Sándor Rácz, président du conseil ouvrier de l'usine Standard (Beloiannis) ; son adjoint est György Kalocsai, délégué du conseil ouvrier des Huileries Végétables de Csepel ; son secrétaire est István Babai, président du conseil ouvrier de la Compagnie des Tramways de Budapest.

3) L'une des tâches les plus importantes des membres des conseils ouvriers d'usines consiste à s'occuper, non seulement de l'organisation du travail, mais aussi à élire d'urgence les conseils ouvriers définitifs. Au cours de ces élections, nous devons montrer la même énergie pour combattre l'agitation de la dictature rákosiste que celle de la restauration capitaliste. Les conseils doivent être composés d'ouvriers honnêtes au passé irréprochable ! Au sein des conseils, les ouvriers devront posséder une majorité d'au moins deux tiers.
En ce qui concerne les attributions des conseils ouvriers, nous ne saurions être d'accord avec les ordonnances du Conseil du Présidium Suprême promulguées à ce sujet. Nous maintenons que des conseils ouvriers doivent être formés dans toutes les compagnies de transports (chemins de fer, tramways municipaux, compagnies d'autobus), ainsi que dans toutes les entreprises où l'ensemble des travailleurs le réclame. Lors de l'entretien du 26 de ce mois, le président du Conseil des Ministres a promis de soumettre notre position au Conseil des Ministres. En attendant, nous invitons les conseils ouvriers créés dans de telles compagnies à poursuivre leur activité. Par ailleurs, nous ne saurions être davantage d'accord avec le décret du Conseil du Présidium Suprême qui définit la compétence des Conseils Révolutionnaires créés dans les ministères et les grandes administrations.

Ouvrier du Grand-Budapest comme qualifié pour poursuivre les négociations et avait promis de soumettre au Conseil des Ministres les revendications qui lui étaient présentées. Il avait enfin assuré que le conseil ouvrier aurait la possibilité de donner des informations sur les résultats obtenus au cours des négociations entre le Conseil et le gouvernement. Force nous est de proclamer que toutes ces promesses ne constituent pas grand chose. Néanmoins, nous avons décidé de reprendre le travail, car nous avions en vue les seuls intérêts du peuple.

Nous ne nous laisserons pas duper. Nous sommes persuadés du succès final de notre combat et nous essayons de prendre des mesures qui ne se retournent pas contre nous.

Le 23 novembre, une information a été publiée selon laquelle Imre Nagy et autres personnalités politiques qui se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie auraient quitté les bâtiments de l'ambassade, après l'accord avec le gouvernement hongrois qui leur aurait fourni des garanties suffisantes. Le même jour, la radio de Budapest a annoncé qu'Imre Nagy et les personnalités qui se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie avaient demandé le droit d'asile à la République Populaire de Roumanie. Etant donné que cette nouvelle a provoqué une grande inquiétude parmi les ouvriers, le Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest a nommé une commission ayant pour mission de demander au gouvernement hongrois, en Haut Commandement des forces soviétiques stationnées en Hongrie, ainsi qu'à l'ambassade de Roumanie l'endroit précis où se trouvait Imre Nagy. Une fois cet endroit connu, la commission aurait à demander la possibilité de négocier personnellement avec Imre Nagy.

Il ne fait pas de doute que cet événement important n'a fait qu'augmenter la méfiance vis-à-vis du gouvernement. Toutefois, ainsi que nous l'avons déjà dit, uniquement dans l'intérêt du peuple hongrois nous prenons position en faveur de la continuation du travail. En même temps, nous adressons un appel à toutes les usines du pays pour les inviter à faire de même après examen approfondi de la situation.

Les usines se trouvent entre nos mains, entre les mains des conseils ouvriers. Afin d'augmenter encore nos forces nous pensons que, en vue de mesures et actions unies, la réalisation des tâches suivantes s'impose :

Evidemment, il est possible que, dans les détails, concernant les dates ou autres choses, je fasse une erreur, mais du point de vue de principe et historiquement, tout se déroula tel que je le raconte.

Après les événements du 23 octobre 1956, cessant de participer aux combats insurrectionnels, je me rendis à mon usine. C'était, je crois, le 25 octobre. Sur les 3.000 travailleurs de l'entreprise, quelques 800 étaient réunis au foyer culturel. Sur l'estrade avaient pris place le directeur, le secrétaire du parti, le président du comité d'usine et quelques autres fonctionnaires, c'est-à-dire les permanents. Dans la salle, des ouvriers. Les dirigeants essayaient de mettre sur pied un conseil ouvrier. En effet, le Conseil National des Syndicats venait de prendre une initiative, approuvée par le Comité Central du parti, en vertu de laquelle on devait former un conseil ouvrier dans chaque usine, afin que les travailleurs aient un droit de regard plus étendu sur la marche de l'entreprise pour qu'ils dirigent réellement les usines. Ce fut la forme officielle des mesures prises, par lesquelles ils ont voulu garder leur place, tout comme là où – étant les initiateurs – ils pouvaient rester du côté du feu. Mais les conseils ouvriers ont été formés dans un temps critique où rien ne pouvait être imposé aux ouvriers. L'esprit libre de la révélation fut tellement fort que l'ouvrier voulant un changement ne désirait aucunement accepter une décision émanant de Gerö.

Ici, je dois ouvrir une parenthèse consacrée aux événements précédents. Au cours des semaines précédant la révolution du 23 octobre, l'atmosphère était tendue à l'usine. Les ouvriers, contre toute attente, beaucoup lurent les journaux affichés qui donnaient par exemple une place importante au cas de Mme Rajk. Cette dernière avait reçu des autorités 200.000 florins, en récompense, somme qu'elle avait remis immédiatement aux Collèges Populaires. Sa déclaration disant qu'on ne peut effacer les années de souffrance par aucun argent a fait un tel bruit dans l'usine que les ouvriers se groupant devant les journaux ne parlèrent que de cela, pendant des heures. Le procès des participants à l'émeute de Poznan en Pologne dont la presse hongroise a largement diffusé les débats fit également grand bruit. Et en

particulier, la conclusion du procès annonçant que l'A.V.H. polonais avait été le principal fautif en tirant sur les masses. Je dois parler aussi des articles de journaux, au cours de presque toute l'année, et particulièrement des déclarations des écrivains. Les articles furent affichés et les ouvriers les ont immédiatement discutés. Contrairement aux années apolitiques suivant 1948, les ouvriers étaient politiquement très actifs. Ils ont commencé à discuter politique, d'une manière particulièrement active, bien que ces discussions ne tendissent à aucun but précis. Ils ne parlaient que des événements présents. On sait que les discours prononcés aux débats du Cercle Petöfi n'ont pas été publiés officiellement, mais il y eut beaucoup de participants et les choses dites ont pénétré dans les usines. Je dois dire que beaucoup d'ouvriers qui suivaient les cours du soir à l'Université Technique furent mis en contact avec ces débats. Par leur intermédiaire, les ouvriers en furent informés, il s'ensuivait des discussions animées. L'atmosphère politique était tendue, car un air libre avait traversé les usines, contre la pression étouffante du parti. On a donc favorablement accueilli dans l'usine chaque manifestation du Cercle Petöfi, les travailleurs ont fait comme leur toute cette affaire. S'il avait été possible, chacun d'entre eux y aurait participé. Je puis affirmer que si l'on avait pu organiser un tel débat dans l'usine, 2.800 sur 3.000 travailleurs y auraient participé, sans aucune agitation du parti.

Je dois mentionner, parmi les faits et événements qui ont contribué à éveiller l'intérêt politique des ouvriers, la réunion des membres du parti, au mois de juillet. A cette réunion, le secrétaire du parti a annoncé la réhabilitation de Rajk et expliqué les raisons de la démission de Rákosi. La déclaration finale du secrétaire du parti : "camarades, on n'a pas besoin d'intervention, aujourd'hui nous n'en voulons entendre aucune, rentrez sagement chez vous" provoqua un effet bizarre mêlé à un sentiment pénible, car auparavant, il était quasi obligatoire de prendre la parole. Cette fois-ci, on leur clouait le bec. Par la suite, tous ceux qui commencèrent à parler dans l'usine, furent brimés, on leur conseillait de laisser tomber l'affaire Rajk.

Les organes officiels tels que le secrétariat du parti, la direction de l'usine,

nous défendons, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique dans une Hongrie indépendante et à la manière hongroise. Nous n'abandonnerons aucune des revendications de la révolution. Nous considérons que le travail est la base de la société. Nous sommes des ouvriers et nous voulons travailler. Voilà pourquoi nous avons convié au Palais des Sports à Budapest, pour le 21 novembre dernier, les représentants de la province, des départements, afin que, à la réunion d'un conseil ouvrier national, nous discutions des questions les plus importantes qui nous préoccupent et notamment de la possibilité d'une reprise du travail.
Bien que nous ayons fait part à l'avance de nos intentions au gouvernement et que nous ayons même invité celui-ci à envoyer un représentant, le gouvernements a interdit notre réunion. Cette mesure inattendue a envenimé la situation. Dès que l'interdiction a été connue, les ouvriers des usines de Budapest ainsi que les travailleurs des Transports ont cessé le travail et ont commencé une grève de protestation, sans avoir reçu aucune directive du conseil central.
Malgré tout, nous avons établi des rapports avec les délégués de province. Nous avons voté une résolution stipulant qu'en dépit de la grève de protestation de 48 heures nous étions prêts à reprendre le travail dans tout le pays sans pour autant renoncer à notre droit de grève, à la condition expresse que le gouvernement reconnaisse le conseil ouvrier national comme seul organisme représentatif de la classe ouvrière et qu'il continue sans délai les négociations relatives à nos revendications. Celles-ci ont été définies par nous, le 14 novembre, conformément aux objectifs essentiels de la révolution.
Un comité ouvrier représentant notre Conseil et complété par un membre de la délégation des mineurs de Pécskomio a eu un entretien à ce sujet avec János Kádár, président du Conseil des Ministres, dans la nuit du 22 au 23 novembre.
Le 23 novembre au matin, József Balaázs, l'un des membres de notre délégation, a annoncé personnellement à la radio le résultat de ces entretiens. Le président du Conseil des Ministres avait reconnu le Conseil Central

Cinquièmement : Des ouvriers armés veillent à la défense de la ville… et à son ordre. La majorité des usines travaillent. Il n'y a pas de fascistes et de contre-révolutionnaires dans la ville.

Sixièmement : …nous proposons au commandement soviétique des négociations ultérieures dans une zone neutre."

Dunapentele, le 7 novembre 1956

Le président du Comité National
Et le commandant militaire de Dunapentele.

APPEL DU CONSEIL CENTRAL OUVRIER DU GRAND-BUDAPEST A TOUS LES CONSEILS OUVRIERS D'USINE, D'ARRONDISSEMENT ET DE DEPARTEMENTS

(publié in Etudes, Bruxelles, n 4, 1960, trad. Corr.)

Camarades ouvriers,

Le Conseil Central Ouvrier des usines et des arrondissements du Grand-Budapest élu démocratiquement par la base vous adresse un appel et des informations dans le but de resserrer encore nos rangs et de les rendre plus unis et plus forts.
On sait que le Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest a été créé sur l'initiative des grandes entreprises, le 14 novembre dernier, afin de coordonner le travail des conseils ouvrier des usines et de se faire le porte-parole commun de leurs revendications. Depuis sa création, le conseil central a, sans opportunisme, présenté aux instances les plus diverses les revendications des ouvriers du Grand-Budapest et, bien que les résultats ne soient pas suffisants, loin de là, nous pouvons néanmoins affirmer qu'au cours de ces négociations nous n'avons à aucun moment abandonné les objectifs essentiels de notre glorieuse révolution nationale du 23 octobre. Ainsi que nous l'avons toujours fait, nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission,

etc, empêchèrent par tous les moyens la diffusion du contenu des débats qui déjà animaient le pays. Ce fut ainsi le 22 octobre, lorsque les délégués de la jeunesse vinrent à l'usine, et demandèrent l'organisation locale de D.I.S.Z. (Jeunesse Communiste) de convoquer les ouvriers à la salle de culture pour leur parler de la position et des revendications de la jeunesse. La direction de D.E.S.Z. fut favorable à cette demande, mais celle de l'union et le secrétariat du parti s'y opposèrent. Les ouvriers déjà à ce moment protestèrent contre cette attitude.

Voilà l'ambiance des usines, avant le 23 octobre. Dans ces conditions, tout le monde était politiquement actif, car les ouvriers avaient l'espoir de trouver une issue à l'état intenable dans lequel était plongé le pays, pendant les dernières années. C'est pourquoi, il était très intéressant de voir l'activité des ouvriers et leur réaction à la décision du Conseil National des Syndicats sur les conseils ouvriers. Ils ont donné un autre sens à cette décision, contraire aux désirs du parti et des Syndicats. Bien entendu, la direction souhaitait imposer ses candidats. Mais les ouvriers ne l'entendaient pas de cette oreille et seuls furent élus les candidats présentés par eux. Ils avaient pris au sérieux la décision qui, en particulier, déclarait que les conseils doivent être fondés par les ouvriers, ces derniers doivent y jouer le rôle prépondérant. Devant la tournure des événements, les cadres dirigeants démissionnèrent de leur propre gré. Aucun d'eux, d'ailleurs, ne fut chassé de l'usine. Le directeur, arguant de sa qualification d'ajusteur-outilleur et du fait qu'il avait été employé en cette qualité dans l'entreprise, demanda à être reclassé dans sa spécialité. Les ouvriers y consentirent.

Le conseil ouvrier ainsi élu comprenait 25 membres environ. Chaque département de l'usine en avait élu deux ou trois. Ceux qui venaient des ateliers étaient tous des manuels, ceux qui représentaient les bureaux étaient des employés. Au total, 19 des membres du conseil étaient des manuels. Nous l'avons considéré comme conseil provisoire, car de 3.000 travailleurs n'étaient présents que 800.

Etant donné la situation générale très confuse, et les déclarations plutôt vagues du gouvernement, on décida de ne pas reconnaître ce dernier jusqu'à plus ample informé et de poursuivre une grève qui était un état de fait. Le conseil ouvrier fut chargé d'établir un cahier de revendications qui devait être approuvé par les ouvriers, puis transmis au gouvernement. Au nombre des revendications figuraient : le retrait des troupes soviétiques de Hongrie – donc l'indépendance du pays – et le maintien au pouvoir d'un gouvernement Imre Nagy auquel seuls participeraient ceux qui jouissaient de la confiance du peuple.

Je dois préciser que 50 % environ des membres du conseil ouvrier étaient des jeunes, de 23 à 28 ans. Ils avaient participé aux diverses actions révolutionnaires, aux manifestations, au déboulonnage de la statue de Staline, aux combats devant la Radio, etc. Quelques-uns avaient suivi des cours du soir à l'Université. Par leur envergure et leur esprit révolutionnaire, ils avaient réussi à entraîner les travailleurs de l'usine. Les travailleurs plus âgés avaient souvent dit que si les jeunes étaient capables de déclencher une telle lutte glorieuse, ils seraient certainement capables et dignes de représenter les travailleurs. Parmi ces "anciens", on comptait chez nous de nombreux militants syndicalistes ; certains avaient fait de la prison sous l'ancien régime, voire sous Rákosi, mais pour la plupart ils étaient d'avis que c'était aux jeunes de prendre la relève. Puisqu'ils avaient été capables de soutenir un combat aussi difficile que celui qui venait de se dérouler, ils étaient dignes de représenter leurs camarades. Pour un membre du conseil, le fait d'appartenir au parti (communiste) n'avait aucune importance. Chacun savait que j'étais membre du parti, et cela ne m'avait pas empêché d'être élu. Les 90 % des membres du conseil appartenaient d'ailleurs au parti, et plusieurs d'entre eux étaient des militants actifs. Mais les ouvriers avaient confiance en eux, car ils savaient qu'ils avaient toujours défendu leurs intérêts. Tout ce qu'on leur demandait, c'était un passé irréprochable. C'est pourquoi, on examinait soigneusement le vie des candidats, leur imposant des interrogatoires serrés devant tous les ouvriers, au moment de l'élection.

Csepel et dans le feu d'une discussion de six heures a commencé les négociations avec ceux de Csepel pour décider s'il faut, oui ou non, continuer la grève. Unanimement, le conseil ouvrier de Csepel veut immédiatement reprendre le travail à plein rendement. A Csepel toutes les usines travaillent, sauf les fours Martin dont la réserve de matières premières est épuisée. Ceux d'Ujpest veulent continuer la grève, mais ceux de Csepel ont décidé de participer ce soir à la réunion du conseil ouvrier d'Ujpest… où ils laisseront entendre leurs voix devant les travailleurs d'Ujpest."

COMMUNIQUE DE DUNAPENTELE

(Radio-Rákóczi, 7 novembre 1956)

(Inédit)

"Hier, 6 novembre 1956, les parlementaires du commandement soviétique de Kecskemét ont remis l'appel suivant au comité national de la ville et à sont commandement militaire : "Je somme la garnison de Dunapentele de se rendre. En ce cas, les soldats, les sous-officiers et les officiers pourront garder leur liberté et leurs droits politiques. Si la garnison ne se rend pas, le commandement soviétique prendra la ville par les armes. Après une telle lutte, tous les soldat, les gens armés ainsi que les civils seront traités comme des prisonniers de guerre."

Réponse : …

Premièrement : Dunapentele est la première ville socialiste en Hongrie. Dans cette ville, les habitants sont des ouvriers et le pouvoir se trouve entre leurs mains. Après la révolution victorieuse du 23 octobre 1956, les ouvriers ont élu le Comité National où ils ont envoyé leurs délégués. Le commandement militaire de la ville collabore étroitement avec le Comité National.

Deuxièmement : La population de la ville est sous les armes… elle ne se rend pas,…car elle a construit les usines et les maisons de la ville de ses propres mains. Les ouvriers défendront la ville contre le fascisme… mais aussi contre les troupes soviétiques.

Mineurs, travailleurs de centrales ouvriers industriels, de transport et intellectuels !
Les délégués des grandes usines de Budapest sont allés au Parlement pour négocier avec les membres du gouvernement concernant le retrait des troupes soviétiques, la situation actuelle du pays et la reprise de la vie. Le gouvernement a accepté les principaux points de revendications…
…La situation économique du pays a rendu évident pour les délégués que la continuation de la grève aboutirait à la paralysie complète de la situation du pays et minerait nos conquêtes révolutionnaires. Mais les délégués ont vu aussi qu'ils donneraient, par la reprise du travail, une force politique au gouvernement. Etant donné la confiance générale manifestée envers lui, la reprise du travail est absolument justifiée. Nous manquons déjà de facteurs élémentaires de garantie de nos conditions de vie. Le maintien de notre éclairage public est en danger, ainsi que notre ravitaillement, le soin de nos chers combattants blessés et beaucoup d'autres de nos besoins vitaux auxquels nous ne pouvons ni ne voulons renoncer.
C'est avec une responsabilité profonde envers notre nation et notre révolution que nous avons décidé la reprise immédiate du travail dans tous les domaines de la vie et demandons à tous les travailleurs du pays de se joindre à notre appel par la reprise du travail.
Les délégués de : Régie Sidérurgique et Métallurgique de Csepel, Usine MAVAG, GANZ Wagon, Régie Electrique, Fabrique de Machines LANG, Fabrique d'Appareillage Téléphonique, Fonderie GABOR ARON, Entreprise d'Installation de Chauffage, Fabrique de Grues, Usine d'Eclairage, Fabrique des Blocs-Moteurs en Fonte, Fabrique des Machines et Petits Moteurs, Aciéries Hongroises, Régie SIEMENS, Fabrique des Appareils Médicaux, Travailleurs des Transports et des IVe, XIIIe et XIVe arrondissements.

INFORMATION DE RADIO-KOSSUTH

(3 novembre 1956 – Inédit)

"Ce matin, la délégation de dix membres du conseil ouvrier d'Ujpest a visité

On leur posait des questions sur leurs antécédents, les pressant d'avouer les fautes commises dans le passé. C'est ainsi, par exemple, qu'un ouvrier à reconnu avoir été mêlé à une histoire d'argent. L'assemblée, le remerciant de sa sincérité, passa au suivant.

Dans le même temps, dans toutes les usines de Budapest, je crois, des conseils ouvriers furent créés. Les ouvriers de la capitale hongroise savaient qu'en Yougoslavie des conseils ouvriers étaient à la tête des usines. Puisque, dans ce pays, des ouvriers pouvaient se considérer comme les vrais propriétaires des usines, pourquoi, se disaient-ils, la chose ne serait-elle pas possible en Hongrie ? D'autre part, ils souhaitaient que ces conseils ouvriers soient vraiment faits à leur image. Et la création des conseils s'étendit progressivement de Budapest à tout le territoire du pays.

Le 1er novembre, les conseils étaient partout en place et commençaient à fonctionner. En même temps, on commençait à relever de leurs fonctions les anciens dirigeants. Les ouvriers réclamaient la décentralisation industrielle, ce qui, sur le plan pratique, signifiait que l'usine deviendrait la propriété effective de ceux qui y travaillaient, mais qu'une part des bénéfices serait réservée à l'Etat.

Dans notre usine, nous avons commencé de processus dès le 30 ou 31 octobre, un mardi. Avec une délégation, je me suis rendu au Parlement pour un entretien avec Zoltan Tildy afin de soumettre un mémorandum à Imre Nagy. On venait justement de lire à la radio les déclarations de Nagy, de Tildy et de Kádár. Nous venions d'acquérir la conviction que le gouvernement était désormais maître de la situation. Nous décidâmes de retourner à l'usine et de demander aux ouvriers de reprendre le travail. Nous lançâmes un appel à la radio les invitant à se retrouver devant leurs établis le 5 novembre.

Cependant, dès le 2 et le 3, nombreux étaient les travailleurs qui s'étaient

présentés pour aider à réparer les dégâts, car il y en avait eu. On avait l'impression qu'ils se rendaient compte qu'ils travaillaient maintenant pour eux. Quelques-uns me dirent que jusqu'ici tous les concours d'émulation avaient été organisés sous la contrainte. Mais si les événements suivaient le cours qu'ils venaient de prendre, eux-mêmes organiseraient l'émulation au travail, et ils obtiendraient des rendements effectifs comme on n'en avait jamais vus. Le samedi 3 novembre, les travailleurs de l'usine prirent la décision de reprendre le travail, le lundi suivant. Lors de cette réunion, nous avons désigné l'équipe dirigeante de chaque atelier, ordonné l'organisation du travail de façon à éviter tout à-coups dans la production. A la fin de la journée, nous nous sommes séparés avec la volonté de commencer la production le surlendemain. Nous avons essayé d'éviter la légèreté fatale de tout transformer d'un seul coup, car les ouvriers savaient qu'un des vices du régime rakosiste fut le changement et le remplacement continuels des dirigeants techniques. Nous avons voulu voir comment fonctionnait le mécanisme après avoir supprimé quelques postes considérés comme importants. Nous aurions ensuite la possibilité de rectifier les fautes de détail, de supprimer les bureaux hors proportion, d'évincer les mouchards et de pourvoir l'usine de cadres techniques qualifiés. Notre but fut donc de ne pas bouleverser la vie de l'usine du jour au lendemain mais d'assurer une transition calme et graduelle à la production normale. Dans leur mémorandum adressé au gouvernement, les ouvriers ont exprimé le désir de devenir propriétaires de l'usine ; ils voulaient la diriger comme étant la leur et la maintenir en bon état. Le Conseil Ouvrier ne pouvait prendre aucune mesure irréfléchie, car il devait immédiatement en répondre devant les travailleurs.

Le Conseil Ouvrier fut constitué de telle manière que, sauf son président et son secrétaire, il ne comportait aucun membre permanent. Chacun de ses membres devait participer à la production avec les autres ouvriers et, après le travail, assurer le fonctionnement du Conseil, tenir les réunions, etc. Les membres du Conseil devaient rendre compte, chaque jour, des événements politiques, des affaires de l'usine et de leur propre travail.

nous ne rendrons pas les terres aux gros propriétaires, les usines aux capitalistes, les mines aux barons de mine et la direction de notre armée aux généraux horthystes ennemies du peuple !
Au nom des habitants du département de Borsod-Abauj-Zemplén, nous déclarons que, en s'appuyant sur notre propre force, nous défendons notre pouvoir populaire. Cet après-midi, à la réunion du conseil ouvrier du département, nous avons pris des décisions importantes. Notre but était de nous assurer si le gouvernement dirigé par Imre Nagy servait réellement l'intérêt du peuple hongrois. Nous en sommes convaincus par le fait que, quelques minutes après notre arrivée dans la capitale, Imre Nagy a fait une déclaration d'une importance nationale et mondiale revendiquant l'indépendance du peuple hongrois et le retrait immédiat des troupes soviétiques. Sur cette base, le conseil ouvrier du département de Borsod : 1) a voté unanimement sa confiance au gouvernement ; 2) a décidé d'examiner les tâches à réaliser. Nous avons déclenché la grève contre le gouvernement afin de faire accepter toutes nos revendications… La réunion de cet après-midi a décidé la reprise du travail… Nos bases matérielles sont épuisées… Nous serions incapables d'obtenir le retrait des troupes soviétiques par la continuation de la grève. Nous devons par contre, l'obtenir en refusant de leur fournir de la nourriture, du combustible et des logements. Nous les contraindrons ainsi à quitter rapidement le territoire de notre pays. Nous avons également constaté que, dans la situation actuelle, on a besoin de l'unité du pays. C'est pourquoi, le conseil ouvrier a pris la décision d'établir les contacts entre les partis… (Diffusion ultérieure incompréhensible.)

APPEL DES DELEGUES DE COMITES REVOLUTIONNAIRES DES GRANDES USINES DE BUDAPEST AUX TRAVAILLEURS HONGROIS

(Népszabadság, n □ 1, 1er novembre 1956)

(Inédit)

pas le travail tant qu'on ne satisfera pas cette revendication. Le conseil ouvrier lutte de toutes ses forces contre toute tentative de rétablissement de la grosse propriété et du capital. Il a désigné comme directeur de l'usine, le même dirigeant qui assumait ces fonctions jusqu'ici. Il l'a appelé à élaborer une proposition pour modifier le système actuel de salaires. Jusqu'à nouvel ordre, le conseil a suspendu le travail du service de personnel et il détruit les soi-disant matériaux de cadre."

DISCOURS RADIODIFFUSE DE J ZSEF KISS

Président du Conseil National du Département
De Borsod-Abauj-Zemplén

(Radio-Miskolc, 2 novembre 1956)

(Inédit)

"…Hier, une délégation de 28 membres de notre conseil ouvrier du département Borsod-Abauj-Zemplén a fait connaître nos revendications au Premier ministre Imre Nagy et au ministre d'Etat Zoltán Tildy. En premier lieu, elle a demandé que les troupes soviétiques commencent immédiatement à évacuer le pays et que cela soit terminé dès que possible. C'est la condition de la liberté et de l'indépendance de notre pays. Le gouvernement, après avoir garanti l'indépendance du pays, doit faire connaître son programme politique et économique, et la manière dont il va réaliser les revendications des ouvriers de Diósgyör, des étudiants de Miskolc, de nos mineurs, de nos soldats, de ceux du département de Borsod et de la population entière du pays.

Le gouvernement doit proposer la formation d'un Conseil National Révolutionnaire s'appuyant sur les conseils ouvriers départementaux et de Budapest et composé de leurs délégations élues démocratiquement. Avec cela, on doit prononcer la dissolution de l'ancien Parlement.

Le gouvernement doit concentrer toute sa force sur l'établissement de l'ordre et du calme légal du pays, sur la normalisation de la vie. Il doit s'opposer à tout arbitrage, infraction de loi et action terroriste individuelle en s'appuyant sur l'armée, la police, les ouvriers et sur notre jeunesse… Nous répétons que

Le 4 novembre au matin, nous fûmes réveillés par la canonnade soviétique. La deuxième intervention soviétique allait bouleverser tous nos plans. Du coup, les ouvriers des usines se retrouvèrent en état de grève : nous avions convenu en effet que si les événements contraires survenaient, la grève serait poursuivie sans qu'on ait besoin de prendre une nouvelle décision à ce sujet. Les ouvriers se servaient maintenant de la seule arme dont ils disposaient contre le gouvernement Kádár imposé par les Russes, comme ils avaient utilisé la grève contre le gouvernement Nagy lui-même tant qu'ils avaient eu l'impression que la situation confuse du pays le justifiait.

Le 4 novembre, jour de la seconde intervention, de nombreux ouvriers vinrent aux nouvelles à l'entreprise. Ils ne savaient que penser, car les émissions de la radio ne leur permettaient pas de comprendre l'évolution des événements.

Une chose était claire : le nouveau gouvernement était sans pouvoir. Il invitait les ouvriers à reprendre le travail, mais ceux-ci ne manifestaient nullement l'intention d'obéir. D'autre part, il était évident que la population laborieuse ne pouvait rester indéfiniment les bras croisés. Ni les ouvriers en particulier, ni la population en général n'avaient suffisamment de réserves pour soutenir une grève qui pouvait durer plusieurs mois. L'argent manquait cruellement. Quoi qu'il en soit, les ouvriers estimèrent qu'en restant groupés sur leur lieu de travail ils pourraient exercer une certaine pression sur le gouvernement. Ils espéraient aussi persuader les troupes soviétiques que leur action hostile se heurtait aux volontés unanimes du peuple hongrois. Enfin, ils désiraient en arriver à un modus vivendi avec les dirigeants d'alors.

Aucune tendance réactionnaire ne se manifesta pendant toute la durée de la grève. Jamais, à aucun moment, il ne fut question d'un retour éventuel des anciens propriétaires. D'une manière générale, les ouvriers réclamaient du nouveau. Ils ne pensaient pas à copier le modèle yougoslave, pas plus qu'ils ne songeaient à s'inspirer du système américain ou occidental. Ce fut cette immense force qui aboutit à la formation d'un Conseil Central Ouvrier, en

dépit de la menace que faisaient peser les baïonnettes soviétiques.

Chez nous, à l'usine d'Appareillage Téléphonique, les aspirations des travailleurs se précisèrent dès la première séance du Conseil Ouvrier. Elles s'opposaient radicalement aux intentions du gouvernement. Celui-ci voulait en effet que les conseils ouvriers se cantonnent dans des fonctions purement économiques. Alors que les conseils ouvriers, eux, réclamaient en plus un rôle politique, au moins tant que les ouvriers ne disposeraient pas d'une représentation politique proprement dite. C'est pourquoi, notre projet de programme élaboré a contenu également des revendications politiques.

Ce projet a pris naissance de la manière suivante : au cours des réunions, les membres du Conseil se faisaient les interprètes des revendications de leurs camarades, puis s'ouvrait un débat auquel les ouvriers pouvaient prendre part. Ensuite, on votait des résolutions. L'une d'entre-elles, adoptée à l'usine d'Appareillage Téléphonique, stipulait qu'aucun des anciens propriétaires ne pourrait être rappelé, et que l'usine serait la propriété exclusive des ouvriers. On ne pu cependant préciser – faute de temps – la façon dont s'exercerait ce droit de propriété. Différentes solutions furent envisagées, l'une entre autres qui préconisait l'émission d'actions. Mais la question resta en suspens. D'autres questions furent résolues sans équivoque : on décida par exemple qu'aucune organisation politique ne porrait se développer à l'intérieur de l'usine même pas celles relevant des futures partis ouvriers. Le syndicat seul aurait le privilège de l'organisation, mais il devrait être indépendant des partis. L'opinion générale voulait que les syndicats se forment dès que possible afin que les ouvriers disposent d'une organisation qui défende réellement leurs intérêts. En ce qui concerne le nouveau régime, d'une manière générale, notre projet de programme stipulait que la représentation politique est l'affaire des partis politiques, les intérêts économiques celle des syndicats ; alors que la production appartient à la classe ouvrière entière représentée comme telle dans les conseils. En aucun cas, on ne tolérerait une tendance favorable au régime du parti unique. D'une manière générale, les ouvriers désiraient que les partis ayant participé à la coalition

"Un Conseil Ouvrier a été formé dans l'usine des Autobus à Budapest ; il s'est mis immédiatement à l'?uvre. Il a procuré du ravitaillement aux ouvriers et a donné, ou donnera, les importantes quantités de vivres dont il dispose aux cliniques et aux hôpitaux…
Des Conseils Ouvriers ont été institués dans la province de Csongrád, dans la plupart des usines de Szeged et Hódmezövasarhely, et dans le département de Heves. Des rapports analogues nous parviennent de la Fabrique de Vêtements et des Ateliers d'Outillage Mécanique de Békészsaba, de la gare et de la Manufacture de Tabacs de Nyiregyháza et des différentes usines de Dunapentele (Stalinváros)…"

"Une délégation de trois membres, venue d'Inota et des districts avoisinants, s'est rendue auprès du Premier ministre Nagy. Elle amenait 16 wagons de nourriture pour Budapest. Les délégués ont soumis au Premier ministre les revendications des travailleurs de l'usine d'Aluminium d'Inota, appuyées par les ouvriers et ingénieurs de la centrale électrique "7 Novembre". Ils diront à la population d'Inota que le gouvernement, ainsi que l'a déclaré le camarade Imre Nagy, est d'accord avec la plupart de leurs revendications. Les autres sont encore à l'étude. A leur retour, dans quelques jours, la délégation fera son rapport sur les résultats de son voyage. Une délégation similaire des Usines Métallurgiques "Duna" a vu hier le Premier ministre et a reçu du gouvernement une réponse identique…"

INFORMATIONS DIFFUSEES PAR RADIO-KOSSUTH

(Inédits)

Le 31 octobre 1956

"Hier, s'est formé le conseil ouvrier de l'Usine de Machines-Outils "Danuvia", dont László Németh, fraiseur, est devenu président. Parmi les revendications du conseil ouvrier, l'une d'entre elles exige le retrait immédiat des troupes soviétiques du territoire du pays. Les travailleurs ne reprendront

Les membres du conseil provisoire national révolutionnaire du département de Nógrád ont unanimement exprimé leur confiance envers le nouveau gouvernement formé sous le signe d'une large alliance nationale. Le conseil national a décidé d'organiser des détachements armés dans les usines pour empêcher les débordements éventuels des éléments criminels…

Veszprém

…Le conseil du département travaille depuis deux jours ; ses membres sont soldats, ouvriers et paysans. Son grand souci, en dehors de maintenir l'ordre, est d'assurer le ravitaillement de la population et d'organiser la production sans entrave.

Département Györ

Vendredi, le conseil national provisoire s'est formé. Ses membres sont des ouvriers,Son président est Attila Szigeti député du parlement, ancien président départemental du Parti Paysan National. Le conseil national est d'accord avec la formation du nouveau gouvernement et est également d'accord, à tous les égards, avec le contenu de la déclaration faite par le camarade Imre Nagy. Mais il tient comme nécessaire de discuter en détail certains problèmes avec le gouvernement…

Debrecen

Vendredi, environ 300 délégués des conseils ouvriers d'usine se sont réunis et ont fondé le Comité Révolutionnaire Socialiste de Debrecen qui s'est chargé des affaires de la ville et du département. Ils ont élu président le lieutenant-colonel László Bede assistant à l'université. Ils ont créé quatre sections, notamment, du maintien de l'ordre, du ravitaillement, de l'industrie et transport, et de l'organisation. Le président de l'ancien conseil du département participera, comme invité, aux réunions du Comité, et en tant que dirigeant de l'organe administratif se chargera de l'exécution des décisions…"

INFORMATIONS RADIODIFFUSEES, LE 27 OCTOBRE 1956

(publié in Lasky, Op. cit., p. 79)

gouvernementale entre 1945 et 1947 – c'est-à-dire ceux qui étaient favorables à l'instauration d'une société démocratique, par opposition à la société capitaliste – puissent prendre part aux élections. Tous ces partis étaient favorables à la réforme agraire, à une certaine gestion socialiste de l'industrie, au respect de la liberté et de la dignité humaines.

Personne ne suggéra que les conseils ouvriers eux-mêmes pourraient être la représentation politique des ouvriers. Ceux-ci se rendaient parfaitement compte que l'entreprise, en tant qu'employeur, ne pouvait représenter leurs intérêts politiques. Le trait le plus absurde du système qui venait d'être renversé n'était-il pas précisément que l'employeur fut en même temps le représentant des ouvriers ? Certes, comme je viens de le dire, le Conseil Ouvrier devait remplir certaines fonctions politiques, car il s'opposait à un régime et les ouvriers n'avaient pas d'autre représentation, mais dans l'esprit des travailleurs, c'était à titre provisoire.

A cet égard, il convient d'apporter certaines précisons. La situation ne fut pas la même pendant la révolution et après son écrasement. Pendant la révolution, surtout après la clarification du rôle du gouvernement Imre Nagy, il ne fut pas question d'un rôle politique pour les conseil ouvriers. Il était entendu que ce rôle incombait au différents partis politiques. Par contre, après le 4 novembre 1956, une tendance se dessina pour suggérer une fonction politique aux conseils ouvriers, pendant un temps indéfini. En effet, il n'existait dans le pays aucune autre organisation en laquelle les ouvriers puissent avoir confiance. Quoi qu'il en soit, aucune considération de parti ne joua lors de la création des conseils, seuls comptaient l'intérêt de l'usine, l'aptitude et les connaissances professionnelles. La solution des questions politiques résumées dans nos revendications revenait au gouvernement. Les ouvriers ne pensaient pas que cette tâche incombait aux conseils ouvriers mais ceux-ci devaient les transmettre au gouvernement et veiller à ce que les organes compétents les réalisent.

Avant la seconde intervention soviétique, le projet de création d'un Conseil

Central Ouvrier ne fut même pas formulé. L'idée ne fut lancée que pendant les journées confuses qui suivirent à 4 novembre. Le pays fut sans maître, le gouvernement n'existait pas en réalité, le peu d'employés ayant la confiance des soldats russes circulaient en voiture blindées. Il est caractéristique que les membres du régime renversé contraints par les ouvriers à la démission, n'osaient pas revenir aux usines. Les ouvriers ne les auraient pas tolérés même après l'agression soviétique. Ils n'osaient même pas commencer à organiser leur parti, puisque Kádár lui-même déclarait que le passé ne devait pas revenir, que la vie du pays était inconcevable sans le fonctionnement de plusieurs partis, etc. Ils n'étaient donc maîtres de rien, même de leurs propres organismes. Les ouvriers, en effet, constataient par eux-mêmes une désorganisation générale, l'état lamentable des usines que personne n'entretenait plus, sans parler de l'arrêt total de la production. On assista bientôt à des tentatives pour coordonner sur le plan d'arrondissement l'activité des divers conseils à Csepel, dans les 13e et 14e arrondissements.

C'est ainsi que naquirent les premiers conseils d'arrondissement. Dans chaque arrondissement, les usines décidèrent de former des conseils d'usine, l'unification des résolutions et, bien entendu, les échanges d'informations. Comme les ouvriers étaient conscients de leur opposition au gouvernement, ils se rendaient compte que plus leur organisation serait vaste et plus elle aurait d'influence.

A ce moment-là, les ouvriers hongrois étaient persuadés qu'il fallait faire quelque chose, car le pays n'avait pas de véritable maître. Certes, 200 000 soldats soviétiques étaient stationnés en Hongrie, certes le gouvernement Kádár existait, mais son autorité ne dépassait pas les limites du Parlement. Les membres du gouvernement n'osaient pas sortir de cette enceinte, sûrs de se heurter partout à la haine de la population.

Dans cette situation chaotique, une tâche urgente s'imposait : venir à l'aide de ceux – ils étaient des milliers et des milliers – qui étaient restés sans abri

Informations, déclarations radiodiffusées et appels des délégués des conseils ouvriers.

SZABAD Nép, 28 octobre 1956

Szolnok

Vendredi matin, un conseil ouvrier révolutionnaire s'est formé à Szolnok. István Kálmán, premier secrétaire du comité de parti du département a lu les revendications à transmettre au Comité Central du parti et au gouvernement, devant dix mille personnes rassemblées sur la place principale de la ville. Après le meeting, les ouvriers retournèrent aux usines. L'après-midi, le conseil ouvrier révolutionnaire a tenu sa première réunion. Les représentants de l'armée et de la police y étaient également. Les participants ont élu président József Dancsi, ouvrier au dépôt des locomotives. József Dancsi ancien militant du mouvement ouvrier est serrurier à ce dépôt… Il a rendu compte de l'activité du conseil ouvrier révolutionnaire… "Nous avons décidé que notre première tâche serait de rétablir l'ordre. Samedi, le conseil ouvrier a discuté des tâches du ravitaillement public et, en particulier, celui du chauffage. Jusqu'à ce jour, 25 comités ont pris contact avec nous et, par ces négociations, nous nous sommes familiarisés avec les véritables problèmes du pays. Le conseil ouvrier travaillera aussi le dimanche…"

Pécs

…Cet après-midi, les délégations des conseils ouvriers se sont réunies et, au nom des travailleurs du département, ont décidé de faire confiance au nouveau gouvernement. Bien que les participants aient critiqué certains ministres, le conseil a finalement déclaré qu'il soutiendrait le gouvernement afin qu'il puisse réaliser les revendications des travailleurs.

Salgótarján

Au matin nous nous rendîmes au Conseil Municipal : je voulais rentrer à Budapest et mes deux compagnons avaient l'intention de continuer sur Györ et Paja, afin de convaincre les gens d'avoir confiance en Nagy et de ce que la grève ne servait plus à rien. Car ce jour-là, premier novembre, la neutralité avait été proclamée.

On me fit une place sur un convoi transportant des vivres. Cela fut vite fait, mais aimablement. Et pourtant ces gens avaient beaucoup à faire : ils devaient ravitailler la capitale. Je voyageai au milieu de pains. Le convoi était escorté par un jeune homme et une jeune fille blonde de 24 ou 25 ans, fusil à l'épaule. Ils étaient en route depuis trois jours, pratiquement sans arrêt. Pest avait faim. C'est ainsi que les paysans apportaient leur aide : ils envoyaient sur deux camions 16 veaux, et cela gratuitement. Ces veaux, je regrettais presque qu'ils dussent être abattus, mais les paysans, eux, d'habitude si regardants, ne le regrettaient pas. Oui, cela m'impressionna de voyager sur un tas de pains cuits, la nuit passée, par les boulangers de Sz… Mais j'avais cruellement froid : l'air s'était refroidi et les vents qui déferlaient sur le camion me brûlaient la figure.

Le camion de ravitaillement s'arrêta à Kelenfold (faubourg situé sur la rive droite, au sud). Mais durant ces journées toutes les voitures stoppaient pour prendre des passagers et j'arrivai, tout engourdi, sur la place Boraros, à Pest. Je descendis les grands boulevards : murs écroulés, chars incendiés. La caserne Kilian à moitié couchée sur la chaussée. Et les hommes affluaient dans les rues, sous la pluie froide qui commençait à tomber, mus par la curiosité propre aux habitants de Budapest. Au croisement des Grands Boulevards et de la rue Barros, un homme travaillait sur des planches qui étaient posées sur la grille du balcon du premier étage : il réparait le mur troué par les obus. Je m'arrêtai et le regardai longuement, distraitement. Puis je repartis vers la rédaction, en me disant : eh bien oui, la Révolution a triomphé.

à la suite des destructions insensées opérées par les Russes. Un gros effort de coordination s'imposait ; les besoins se faisaient d'heure en heure plus pressants. On envisagea de réunir dans une assemblée commune les conseils ouvriers des différents arrondissements de Budapest et ceux des plus grosses entreprises. Le Conseil Ouvrier d'Ujpest vota même une résolution dans ce sens. De fait, une assemblée de ce genre fur organisée le 13 novembre. J'y pris part personnellement, voici dans quelles circonstances : une réunion se tint d'abord à l'usine d'Appareillage Téléphonique, à laquelle assistèrent 800 ouvriers environ. Cette réunion approuva la composition du Conseil Ouvrier élu sous la révolution, ainsi que les résolutions prises par ce Conseil. On décida de maintenir les résolutions précédemment votées, de ne pas reconnaître le gouvernement Kádár comme gouvernement légal du pays, et de poursuivre la grève tant que les troupes soviétiques stationneraient en Hongrie. Puis on élut un délégué qui représenterait l'usine à la réunion des conseils ouvriers de l'arrondissement. Cette élection se déroula démocratiquement, tous les assistants y participèrent et pas seulement les membres du Conseil. Je fus élu. La réunion commune des conseils de l'arrondissement eut alors lieu. Elle se déroula dans notre usine, et je fus élu, une fois de plus, avec mission de participer, au nom des usines de l'arrondissement, à une assemblée plus large qui devait se dérouler à la mairie d'Ujpest.

Lorsque, avec les autres délégués, nous arrivâmes à la mairie d'Ujpest nous la trouvâmes occupée par les troupes soviétiques. Impossible d'y organiser la réunion. Le Conseil Ouvrier de l'usine Egyesült Izzò nous offrit alors l'hospitalité. Les délégués gagnèrent cette entreprise en ordre dispersé et nous tînmes alors notre première réunion, avec la participations des représentants des plus grosses usines. Cela se passait le 14 novembre à 16 heures. Tous les délégués reconnurent la nécessité de créer un Conseil Central Ouvrier afin d'organiser les conseils d'arrondissement et de grandes usines, mais les avis différèrent quant aux modalités d'application pratique. Pendant la réunion, Sándor Bali, délégué de l'usine Beloïannis (anciennement Standard), prit la parole. Il déclara qu'il venait du Parlement où il avait participé à un entretien avec János Kádár, entretien auquel avaient

également pris part les représentants des Aciéries Hongroises, du Combinat Sidérurgique et Métallurgique de Csepel, de la Raffinerie d'Huile Végétale de Csepel, etc… Lecture avait été donnée à Kádár des revendications ouvrières. Je dois préciser que ces revendications ne différaient guère d'une usine, d'un arrondissement à l'autre : retrait des troupes soviétiques, élections au scrutin secret sur la base du système multi-partis, formation d'un gouvernement démocratique, propriété réellement socialiste des usines et nullement capitaliste, maintien des conseils ouvriers, rétablissement des syndicats indépendants, suppression des syndicats dits de "transmission" et aussi, je dois le souligner, respect du droit de grève, liberté de presse, de réunion, de religion, bref tous les grands objectifs de la révolution. Dans toutes les assemblées qui avaient présidé à la rédaction de ces revendications, l'unanimité était telle qu'on eut dit que les délégués s'étaient entendus d'avance. Ce fut ainsi à cette première réunion du Conseil Central. Il y avait également des délégués de province ; de Györ, de Miskolc qui venaient pour discuter de l'unification de nos efforts.

Lorsque Bali annonça que les revendications avaient été transmises à Kádár, l'approbation fut générale. Toutefois, on regretta aussitôt qu'elles ne lui aient pas été soumises au nom d'un organisme central, ce qui leur aurait donné plus de poids. De toute façon l'organisme centralisé dont la création était décidée commencerait d'agir sur la base de ces revendications, diriger l'organisation, la propagande, etc.

Bali rapporta aussi la réponse de Kádár ; "vous avez le droit", avait dit celui-ci, "de ne pas reconnaître mon gouvernement, cela m'importe peu. Je suis soutenu par l'armée soviétique, vous êtes libres de faire ce que vous voulez. Si vous ne travaillez pas, c'est votre affaire. Ici, au Parlement, nous aurons toujours de quoi manger et de quoi nous éclairer." Kádár avait refusé de recevoir plusieurs délégations porteuses de textes qui commençaient invariablement par ces mots : "Nous ne reconnaissons pas le gouvernement Kádár".

et apprendre. Cela se passait en 1953. Depuis je n'avais pas eu de ses nouvelles. Oui, il me parut étrange de la retrouver, rédactrice du journal révolutionnaire. Etrange et bon. Elle éprouvait des sentiments pareils, je le sais, car elle parla spontanément. Dans cette petite boîte qu'elle habitait, et où il y avait seulement place pour trois divans étroits comme celui d'où nous l'avions tirée, elle nous dit que tout lui semblait étonnant et qu'elle se sentait une autre femme : elle était devenue enthousiaste, fraîche, heureuse. Et pourtant elle avait cru qu'elle n'était plus capable d'éprouver de pareils sentiments et que tout devait rester toujours gris et lourd comme le plomb. J'étais heureux qu'elle se soit retrouvée, que la Révolution lui ait rendu la foi. Nous nous regardâmes sans mot dire. Puis elle me demanda d'écrire un article sur la situation à Budapest, pour son journal. En particulier sur le fait que les ouvriers continuaient la grève : car des nouvelles leur parvenaient de Pest, selon lesquelles la grève était abandonnée et les gens de Budapest trahissaient la Révolution. Je le fis et j'écrivis aussi qu'à Budapest on avait confiance en Imre Nagy et qu'il devait en être de même à Székesfehérvar.
Je dormis, ou plutôt nous dormîmes – les camarades de Pest qui m'accompagnaient et moi-même – dans un internat de lycéens. Les deux gars nous quittèrent. A la porte nous nous heurtâmes aux "volontaires enthousiastes "qui repartaient pour Pest. Les lycéens m'ont engueulé en apprenant que j'étais de la "Vérité". Ils occupaient le bureau du directeur, pleinement conscients de leurs responsabilités, en tant que détachement de la garde nationale armée. Ils étaient étonnamment résolus, sages, décidés. On ne pouvait leur reprocher qu'une chose : d'agir et de parler avec trop d'enthousiasme. Mais ils ne différaient nullement des "adultes".
Je leur expliquais en détail tout ce qui se rapportait à l'article. Pour refroidir un peu leur patriotisme local je les entraînais à la fenêtre : le calme et le silence régnaient, les magasins étaient tous ouverts, alors qu'à Budapest… Oui, le calme, le quotidien qui émanaient des pavés, des rues de la ville m'étonnèrent : c'était comme si j'étais arrivé dans un autre monde. Comme si je ne respirais plus l'air de la Révolution. Et pourtant c'était bien elle. Mais Székesfehérvar est une ville de province, une ville où ce qui doit arriver s'effectue rapidement, et en ce moment la Révolution se déroulait déjà entre les murs.

emmenée au siège du Parti, mais aussitôt relâchée. Depuis l'A.V.O. avait été désarmée. Les choses s'étaient passées facilement ; les Avos étaient alors peu nombreux – une trentaine – la majorité d'entre eux ayant été appelés à Budapest. Leur chef était d'accord avec les mesures prises à leur égard. Bref, il ne fut pas tiré un seul coup de feu. Les Avos étaient tous en prison. Ils étaient bien traités et on devait décider plus tard de leur sort, ce qui était la meilleure solution. Leurs camarades étant rentrés en douce de Budapest, ils étaient cent trente en tout, en taule, dans un calme total. La population était indignée par l'article de 'La Vérité" d'autant plus qu'à la suite de celui-ci deux camions pleins de jeunes gens armés étaient arrivés de Budapest "pour aider Székesfehérvar".

En entendant ces mots, je me mis à sourire : il était étonnant de songer que pendant dix ans les journaux, la propagande n'avaient guère excité les gens et que, maintenant, un petit article faisait voler des insurgés armés d'une ville à l'autre. En dépit de ce sourire ces mots m'avaient fait du mal : je souffrais de m'être excité sans raison et aussi de ce que la "Vérité" eut menti. Mais je savais que le journal n'avait pas menti : ceux qui avaient apporté les nouvelles avaient quitté la ville depuis deux jours, à la veille des changements. Il n'y avait pas de contacts téléphoniques, les câbles ayant été noyés. Dans les jours où la situation se transforme à chaque instant, il est bien difficile de faire un journal : les hommes l'écrivent dans la rue.
Enfin nous nous séparâmes, chacun donnant raison à l'autre. Je voulus rencontrer la rédactrice du journal local. Peut-être m'apprendrait-elle quelque chose de nouveau. On me dit son nom : Rozsa Bokor. Ce nom me revint en mémoire, avec tous les souvenirs qui lui étaient attachés, et je voulus d'autant plus la rencontrer.

Les deux gars de la ville m'indiquèrent le chemin et nous la tirâmes de son lit. Il me parut étrange de la retrouver et de discuter avec elle des problèmes de la Révolution, en pleine Révolution. Nous nous étions vus pour la dernière fois à Sztalinvaros. Elle était alors chef de la section culturelle du Conseil Municipal de Sztalinvaros, et moi un jeune écrivain qui voulait voir

Au cours de la discussion qui eut lieu à l'usine Egyesült Izzò d'Ujpest, plusieurs délégués prirent la parole pour recommander la formation d'un Conseil National Ouvrier. Moi-même, j'était partisans d'un tel organisme, mais officiellement je ne pouvais faire état que de la volonté de mes mandats, qui réclamaient un Conseil Ouvrier de Grane-Budapest. Les autre délégués, représentant la plupart des entreprises d'Ujjpest et du quartier de la "Terre d'Ange", étaient dans mon cas. Or, les délégués ne pouvaient pas agir sans l'approbation de leurs mandants. Il est dommage que Kádár n'ait pas assisté incognito à cette réunion, car il aurait pris une bonne leçon de démocratie ouvrière. Et la résolution finale réclamait la création d'un Conseil Central Ouvrier de Grand-Budapest.

Les participants furent, pour la plupart, des anciens du mouvement ouvrier et aussi des jeunes. Plusieurs avaient participé au mouvement syndical et je les connaissais personnellement. J'avais confiance en eux et je savais leur honnêteté. Nous avons accepté ceux qui étaient proposés par eux et ainsi, mutuellement, la réunion pouvait vérifier les participants. C'est ainsi qu'une atmosphère de confiance fut créée, les interventions nous ont également aidé à se connaître les uns et les autres. Il est vrai que chacun représentait certains arrondissements ou usines, mais dans ces occasions, la personnalité individuelle importe également. Nous avons constaté que les huit ou neuf plus grands arrondissements de la capitale étaient représentés par les délégués ouvriers dignes de confiance. On prit la décision de descendre dans la salle de réunion de Egyesült Izzò car beaucoup d'ouvriers groupés dans la rue s'intéressaient à la réunion et revendiquaient une information. Cette salle, grande comme un théâtre, était déjà archi-pleine.

Une nouvelle réunion commença. Les délégués, environ 40 à 50, furent groupés dans une petite salle contiguë. Parmi eux, les envoyés des autres organisations, telles que l'Alliance des Ecrivains et le Cercle Petöfi. En général, l'entente fut bonne entre les organisations révolutionnaires mais ces deux dernières nous étaient les plus proches. On désignait des délégués chargés de parler à ce grand public ouvrier. Mais, comme c'est le cas dans de

tels moments, tout le monde voulut parler et une cacophonie s'ensuivit. Tous les ouvriers voulaient s'exprimer. Finalement, le délégué de la Raffinerie d'Huile Végétale de Csepel, l'ingénieur chimiste Kalocsai, intervint dans le chaos général : "Cela ne peut pas durer ainsi, ce n'est pas une arène politique, ni un PEN Club ou Hyde Parc. Ceux qui ont leur mandat doivent se retirer pour travailler." Bientôt, une commission d'environ 20 membres fut créée afin de négocier et de formuler une décision commune à présenter au public. Parmi ces vingt, il y avait les représentants de la Régie Sidérurgique et Métallurgique de Csepel, nommé Dévényi, de la Raffinerie d'Huile Végétale et Csepel, György Kalocsai, ensuite, Bali, Sebestyén, Rácz, Balázs, les représentants de Láng, de Egyesült Izzó, de la Fabrique de Machines de Mine de Ujpest, Arpád Balázs, etc.

Notre assemblée fut mise au courant de l'opinion des travailleurs de l'usine de mécanique de précision de Beloïannis. Bali l'a résumée comme suit : nous ne reconnaissons pas le gouvernement Kádár, comme étant l'émanation de la volonté du pays, ce qui ne nous empêche pas d'entrer en pourparlers avec lui. Sur le papier, au moins, il est le maître du pays. Il est impossible de poursuivre la grève, faute de réserves suffisantes. De plus, les conseils ouvriers ne peuvent poursuivre leurs activités qu'à condition de rester en contact étroit avec les ouvriers. La grève générale finirait par paralyser toute la vie du pays. Par conséquent, nous offrons à Kádár de reprendre le travail, le lundi 19 novembre, à condition que son gouvernement s'engage à entrer en pourparlers avec les Soviétiques dans un délai donné, pour leur retrait et qu'il garantisse la réintégration d'Imre Nagy au gouvernement. Bali a précisé à ce propos que lors de l'entretien entre Kádár et la délégation, Kádár avait déclaré aux ouvriers qui insistaient pour la réintégration de Nagy, qu'il n'y était pas opposé, au contraire, mais qu'il ne pouvait négocier avec lui tant qu'il resterait à l'ambassade de Yougoslavie. "Qu'il vienne ici, au Parlement, et nous pourrons causer utilement."

La résolution finale adoptée ce jour-là reprenait la proposition des ouvriers de cette délégation, approuvée par l'usine Belaïannis quant à la réintégration

qui marchaient à pied au bord de la grande route. Certains allaient jusqu'au prochain village, d'autres plus loin. Nous ne vîmes pas de Russes : ceux-ci s'étaient retirés à l'écart de la route.

A Székesfehérvar nous nous rendîmes immédiatement au conseil Révolutionnaire. Heureusement le Président du Conseil s'y trouvait encore. La nuit commençait à tomber, et les autres membres du Conseil étaient déjà partis. Le calme nous sembla étrange, incroyable, qui contrastait avec l'activité sans relâche des comités de Pest. Nous montâmes dans une salle de l'étage supérieur. Les deux gars qui m'avaient invité ne m'avaient rien dit sur le Président du Conseil, et il était à présent trop tard pour les interroger. Je ne savais pas avec qui je me trouvais. Lui non plus. C'était un homme de taille moyenne, au visage intelligent, un intellectuel, mais dont il était visible que le père labourait la terre. Les deux garçons se taisaient : l'un s'était assis dans un fauteuil de cuir sans même se séparer de son fusil. Je ne réfléchis que quelques secondes et je dis au Président pour quelles raisons j'étais venu. Je lui demandai de décrire la situation. Sa réponse m'étonna. Jusque-là en effet tout le monde avait loué la "Vérité", et selon moi avec raison. Or le Président du Conseil Révolutionnaire commença à crier, en disant : l'article sur Székesfehérvar est un mensonge, il n'y a rien qui n'aille pas dans la ville, et leur radio (y avait-il une seule ville en Hongrie qui ne se soit pas procuré un poste émetteur ?) avait déjà protesté contre cet article.

Je me sentis mal à l'aise. Je n'osais pas regarder les deux garçons, et je pense qu'eux non plus n'osaient pas me regarder. Cet article en effet reproduisait leurs informations et c'était sur la foi de ces informations que je les avais suivis. Mais je ne me laissais pas faire. Il s'est en effet révélé dans la discussion qu'il y avait eu un moment où tout n'allait pas bien : le commandant militaire, un lieutenant-colonel nommé Mikes avait été renvoyé. Le Lieutenant-colonel Kemendy, dont la réputation était bonne, avait été nommé commandant des forces armées de la Transdanubie (partie occidentale de la Hongrie). Il n'était pas vrai que la rédactrice du journal local avait été emprisonnée pour des articles révolutionnaires. Elle avait été

DEUX JOURS ENTRE LES AUTRES

(Extraits de mon journal)

Le matin du 31 octobre, je me rendis assez tôt à "Igazsag" ("Vérité"), journal paraissant pendant la révolution. Avant de partir pour la ville afin de regarder, de recueillir des nouvelles, je voulais savoir s'il n'était pas survenu quelque chose d'important ce dont il eût fallu écrire. A la porte de la rédaction je rencontre deux garçons de Székesfehérvar (chef-lieu d'un département situé à 60 kilomètres environ au sud-ouest de Budapest). Tous deux étaient ouvriers et ils étaient déjà venus la veille à Budapest, en moto. Ils avaient apporté des nouvelles (les choses n'allaient pas très bien à Székesfehérvar, la ville était sous le contrôle de l'armée et le commandant militaire ne voulait pas obéir à la révolution) et voulaient ramener des journaux. Ils s'étaient immédiatement remis en route – la nuit était très froide - pour regagner leur ville, avec l'intention de revenir le lendemain en camion. Et ils avaient fait ainsi, passant deux nuits sans dormir. Ils me demandèrent d'aller avec eux à Székesfehérvar, si cela m'était possible, et d'emmener avec moi deux ou trois gars, un peu d'agitation étant nécessaire là-bas.
Nous chargeâmes quelques liasses d' "Igazsag" sur le camion et nous partîmes pour l'université. On doit pouvoir y trouver des gars pour venir avec nous, pensais-je. Puis : peut-être y a-t-il des tracts et des journaux de l'Université. Toute une foule attendait à l'Université ; quelques-uns venaient de partir à l'imprimerie pour rapporter du matériel frais. Nous dûmes attendre nous aussi. Nous étions nerveux. Il était insupportable de devoir rester deux ou trois heures sans rien faire alors que jour et nuit c'était la même chose, alors qu'il était interdit de s'écrouler de fatigue car toujours il y avait quelque chose à faire. Nous mâchions nos cigarettes. Enfin nous partîmes. Nous étions déjà cinq, car deux gars s'étaient immédiatement proposés pour venir avec moi.

En cours de route, nous nous arrêtâmes plusieurs fois pour prendre des gens d'Imre Nagy au gouvernement. D'autre part, elle invitait toutes les usines de la capitale à se faire représenter au sein du Conseil Central Ouvrier de Grand-Budapest, faute de quoi, on ne pourrait envisager la création d'un conseil national. Quelques discussions s'élevèrent sur des points de détail, mais l'unanimité se fit sans peine sur les grandes questions. Une discussion assez longue eut lieu au sujet de la grève. Il fut clairement dit que les ouvriers ne reprendraient le travail qu'une fois les revendications politiques satisfaites. Et que seul le Conseil Ouvrier en prendrait la décision. Kádár a déjà répété 36 fois, jusqu'à ce jour, qu'il faut reprendre le travail, mais personne ne l'a écouté, sauf son groupe extrêmement réduit. Nous savions que la reprise du travail serait une décision très impopulaire pour nous. Mais, par rapport à l'avenir, elle aurait une importance capitale. Car, si nous obtenions des ouvriers la reprise du travail, nous serions en mesure de garder leur combativité et notre appel ultérieur à la grève donnerait un caractère organisé à celle-ci. D'un mouvement spontané et incontrôlé, la grève deviendrait ainsi une arme redoutable et réelle de la classe ouvrière.

Une délégation de six membres fut alors désignée pour porter la résolution à Kádár. On avait décidé de ne pas la rendre publique avant de connaître les réactions de Kádár. Serait-il prêt à intégrer Imre Nagy à son gouvernement ? Car nous savions qu'Imre Nagy avait certainement ses propres conditions et, en particulier, concernant les négociations sur le retrait des troupes soviétiques. De toute façon, Kádár serait-il prêt à entamer ces négociations ? La délégation devait nous rapporter des précisions.

Lorsque Kádár reçu la délégation, il répéta au sujet de Nagy ce qu'il avait dit précédemment : "Que voulez-vous ? Nagy se trouve dans une ambassade étrangère et je ne peux pas négocier avec lui. Qu'il vienne ici, nous parleront de tout." Par contre, il se montra enchanté de la proposition concernant la reprise du travail : "Je vois que vous êtes des gens sérieux", dit-il en préludant par une flatterie. Puis il proposa qu'un contact soit établi entre le gouvernement et le Conseil par le truchement d'un agent de liaison gouvernemental. Ce n'était guère tentant, car c'était accepter les bons offices

d'un commissaire du gouvernement qui finirait par fourrer son nez partout. Kádár savait pertinemment que si les choses continuaient comme elles s'annonçaient si bien, il n'y aurait ni plus ni moins qu'un contre-gouvernement. D'ailleurs, les autres revendications émises par les ouvriers déchaînèrent sa colère. "Alors quoi, c'est un contre-gouvernement que vous voulez", éclata-t-il. Mais quelques paroles raisonnables le calmèrent. Nous tombâmes d'accord que Kádár entamerait des négociations avec les Soviétiques. Moyennant quelques pas dans la voie des concessions, le Conseil Ouvrier en ferait aussi de son côté.

Les travaux du Conseil Ouvrier de Grand-Budapest commencèrent au siège du B.E.S.Z.K.A.R.T. (Compagnie des Tramways de la Municipalité de Budapest), rue Akácfa. Les 22 arrondissements de la capitale avaient envoyé chacun un délégué ; ceux-ci élurent un président et un secrétaire.
Après l'entretien avec Kádár, le soir même du 14 novembre, l'un des membres du Conseil Central Arpád bakázs je crois, a déclaré à la radio qu'un Conseil Central était formé et qu'il fallait reprendre le travail, etc. Partout, l'indignation donna l'impression que le Conseil Central était complice avec Kádár. Nous avons immédiatement pensé que Balázs était l'homme de Kádár et qu'il employait le même système que Gérö qui, au début de la révolution, voulait opposer les ouvriers au gouvernement Nagy en lui endossant la responsabilité de l'appel aux troupes soviétiques. Or, précisément, la reprise du travail n'impliquait pas que, de notre côté, nous reconnaissions le gouvernement. Nous avons donc pris la décision d'écarter Balázs qui était de surcroît le président, de lier toute déclaration publique à une décision précédente et d'envoyer immédiatement les délégués aux usines pour y lire devant les ouvriers de chaque usine par le président qui expliquait la nécessité de la reprise du travail. Les ouvriers s'étaient rendus à ces raisons. Nous avons donc commencé notre travail à notre siège, bien que le véritable travail ne s'engagea que le lundi 19 novembre. Jusque-là quelques incidents se produisirent. Les nouveaux délégués, par exemple, relancèrent la discussion sur l'opportunité de la reprise du travail. Nous avons dû leur expliquer que, malgré une résistance très forte dans certains secteurs de la classe, il fallait reprendre le travail d'autant plus qu'il ne signifiait nullement qu'à des spécialistes qualifiés, de l'une ou l'autre chambre. Chacune des deux chambres pourrait mettre en échec le gouvernement, responsable devant chacune d'elles et ne pouvant se maintenir qu'avec la confiance de l'une et de l'autre. Dans la Hongrie nouvelle et démocratique que nous imaginions, le législatif et l'exécutif devaient être rigoureusement séparés.
Nous discutâmes ainsi de la façon dont les bénéfices des usines, travaillant enfin d'une manière rentable, seraient répartis. Nous prévoyions trois catégories de bénéficiaires : l'Etat, l'entreprise elle-même (réserves, équipement, roulement) et les travailleurs. Les modalités de la distribution de cette partie des bénéfices seraient définies, chaque fin d'année, par le conseil d'usine. Certains d'entre nous émirent des idées aujourd'hui assez répandues en Occident, d'un capitalisme "populaire" octroyant des actions aux travailleurs. Je ne puis dire comment les choses auraient évolué si nous avions pu mettre nos idées en pratique. Evidemment, nous avons voulu une planification bien que différente de celle qui existait sous Rákosi.

Nous vivions en pleine révolution et nous devions combattre. Certes, nous ne savions pas avec précision comment l'avenir se présenterait, mais nous avions tous le sentiment d'être dans la bonne voie. Dans la voie que devaient suivre les travailleurs, le pays tout entier, pour que s'épanouisse la société socialiste.

Ce sont ces promesses d'avenir qu'ont écrasées les Russes et Kádár.

du possible, quand bien même leurs intérêts immédiats sur le plan de la production ne seraient pas toujours concordants.

En ce qui concerne la situation à venir des conseils ouvriers, elle devrait être définie par les commissions économique et politique du Conseil Central. Une question restait en suspens : comment le Conseil des Producteurs formé de membres des conseils ouvriers pourrait avoir une certaine part à la direction de l'Etat. Je dois dire franchement que nous n'eûmes pas le temps d'étudier à fond ce point.

Ce qui est certain, c'est que nous ne voulons plus d'un système gouvernant à coups de décrets. L'Assemblée Nationale n'avait qu'à voter des lois convenables. Evidement, pour les questions économiques, l'Assemblée devrait consulter le Conseil des Producteurs et obtenir son approbation. Selon nos conceptions, le pays avait besoin d'une nouvelle constitution qui préciserait quels seraient les partis autorisés, dans quel esprit devrait travailler le gouvernement, et comment il assurerait le maintien d'une société socialiste. Le Conseil des Producteurs devrait fonctionner, bien entendu, selon les principes définis dans la nouvelle constitution. Aux termes de la constitution précédente, les problèmes économiques et politiques n'étaient pas séparés. Quand des questions économiques étaient posées devant le Parlement, elles étaient tranchées par des spécialistes de la politique et non par des économistes, et ces politiciens ne prenaient pas en considération l'intérêt des travailleurs. Une seule personnalité politique, quand elle avait du poids, pouvait diriger les affaires.

Selon nos conceptions, le Conseil des Producteurs deviendrait un organisme dirigeant la vie économique du pays, les deux chambres jouant chacune leur rôle propre, se complétant au lieu de s'opposer. Bien que toutes nos idées sur ces points ne fussent pas définitives, nous les consignâmes dans un projet que, par la suite, la police devait exploiter contre nous. Il y était dit que le gouvernement serait l'émanation des deux chambres, ses membres se heurtant dans chacune d'elles. Certains postes ne pourraient être attribués la reconnaissance du gouvernement. Un autre incident plus grave survint, le dimanche 18 novembre. Un groupe assez important d'ouvriers s'était rassemblé devant notre siège dans la rue Akácfa. Quand ils apprirent que Kalocsai et moi-même, arrivant au siège, étions membres du Conseil Central, ils voulurent carrément nous battre. On a passé des moments très difficiles d'explication ! Mais finalement, le travail fut repris, d'une façon générale, le 19 novembre comme prévu.

La formation du Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest ne nous satisfaisait pas entièrement. Elle devait être suivie de la création d'un Conseil National que nous avons décidé de faire. Si nous vouions négocier au nom de tous les ouvriers du pays, il fallait qu'il fussent représentés au sein d'un conseil.

Tandis que le travail reprenait, des négociations se déroulaient au Parlement entre les représentants du Conseil et du gouvernement. Pour Kádár, le fait d'être obligé de passer par le Conseil pour que la vie économique renaisse, entraînait une énorme perte de prestige ; cela l'ulcérait et il faisait traîner en longueur les pourparlers. A cette fin, il usait d'une curieuse tactique, ne consentant à négocier que la nuit. C'était user nos forces. Nos délégués se trouvaient dès le matin à l'usine, l'après-midi ils se réunissaient dans les locaux du conseil rue Akácfa, et c'est vers 8 heures du soir qu'ils étaient convoqués au Parlement. Là, on les faisait attendre une heure ou davantage dans une grande salle ; et pendant qu'ils faisaient anti-chambre, des "camarades" bien vêtus, soignés de leur personne, et que nul ne connaissait, venaient leur tenir compagnie. En fin de compte, chacun des ouvriers se trouvait flanqué d'un de ces beaux messieurs. Oh, ils n'étaient pas agressifs. Ils venaient simplement "causer", s'informer de l'état d'esprit des délégués. Ceux-ci, d'ailleurs, ne cachaient pas ce qu'ils avaient sur le c?ur. Vers 10 ou 11 heures du soir, ils commençaient à ressentir une certaine lassitude et un certain énervement à la pensée qu'il leur fallait être à l'usine le lendemain matin à 6 ou 7 heures.

Alors ces jeunes gens s'en allaient, et paraissait enfin le membre du gouvernement chargé de recevoir la délégation, Kádár, Marosán, Apró ou Kossa. Ils savaient d'avance ce que les délégués voulaient, puisqu'ils venaient d'en être avertis par leurs émissaires. Sans laisser à la délégation le temps de parler, il attaquaient. Kádár et Marsosán, surtout, se montraient grossiers.

"Espèce de voyous, s'exclamait ce dernier, "vous venez nous faire la leçon ? Vous êtes des prolos, à ce qu'il paraît ? Mais qu'avez-vous de commun avec les ouvriers ?" Et de s'en prendre à celui-ci ou à celui-là.
Chaque fois que la délégation arrivait au Parlement, on prenait le nom de chacun de ses membres, et dès le lendemain on savait tout sur leur compte. Quand le ministre choisissait un ouvrier comme tête de Turc il prétendait que son manque de culture le rendait inapte à la mission qu'il remplissait. Quand il tombait d'aventure sur un ingénieur, il lui reprochait de ne pas être un ouvrier. Bref, tout était bon pour semer le trouble parmi les délégués. A vrai dire, ces ministres bien vêtus et dispos étaient en mesure de fatiguer encore plus les gens harassés, minables, mal rasés et mal à l'aise. Finalement, toute véritable discussion se trouvait différée. Les délégués annoncèrent d'ailleurs ouvertement leur intention de créer un Conseil National Ouvrier, car il ne voulaient pas agir en cachette du gouvernement. (Le mot gouvernement n'était pas prononcé, on disait simplement "vous" en s'adressant aux ministres.) Ils auraient souhaité que Kádár et ses collègues fussent représentés à l'assemblée de formation du Conseil National. A cette nouvelle, Apró se fâche tout rouge :
- Qu'est-ce que c'est que cette frénésie ? Vous voulez à tout prix former un contre-gouvernement ? Vous voulez peut-être fomenter une contre-révolution ?
Après la reprise du travail, un ouvrier du 14e arrondissement se présentant au Conseil Central. Il dit qu'il savait bien le russe et proposa d'établir une liaison entre le Conseil Central Ouvrier de Grand-Budapest et le commandement soviétique. Ainsi, des négociations directes seraient possibles. Nous nous décidâmes de profiter de l'occasion pour intervenir auprès des Russes en faveur de certains disparus dont nous pouvions donner serait de diriger la production, de prendre possession des usines pour le compte des ouvriers et de créer des conditions dans lesquelles le Conseil Ouvrier pourrait fonctionner indépendamment de tout autre organisation, qu'il s'agisse de gouvernement, de parti ou de syndicat.

Nous espérions que le régime, une fois consolidé, pourrait instituer un système politique basé sur deux Chambres ; la première, législative, assumerait la direction politique du pays ; la seconde s'occuperait de l'économie et des intérêts de la classe ouvrière. Les membres de la deuxième Chambre seraient élus parmi les producteurs, c'est-à-dire parmi les membres des conseils ouvriers, sur la base d'élections démocratiques. Notre intention n'était pas de prétendre, pour les conseils ouvriers, à un rôle politique. Nous pensions généralement que, de même qu'il fallait des spécialistes à la direction de l'économie, de même la direction politique devait être assumée par des experts. Nous tenions, par contre, à contrôler nous-mêmes tout ce qui nous concernait.

Autour de ces questions il y eut des discussions. En discutant des questions d'organisation du Conseil Central du Grand-Budapest, nous évoquions aussi son avenir. A notre avis, pour que le Conseil puisse remplir son véritable rôle, à savoir la direction de la production, le capitalisme d'Etat, sous le contrôle du parti communiste, devait disparaître. Il fallait aussi régler la question des syndicats. Jusqu'au 1er janvier 1957, considéré par nous comme une date limite, on devait élire, dans chaque usine, démocratiquement, les nouvelles directions syndicales, ainsi que le spécifient les statuts des syndicats libres. (Il y aurait incompatibilité entre l'appartenance à la direction syndicale et aux conseils ouvriers.) Le Conseil Ouvrier émit le v?u que les syndicats hongrois quittent la Fédération Syndicale Mondiale pour adhérer à la Fédération Internationale des Syndicats Libres. Les syndicats auraient pour tâche de défendre les ouvriers sur le plan national, contre le gouvernement si besoin était, et contre les conseils ouvriers eux-mêmes si, d'aventure, ceux-ci étaient en contradiction avec les intérêts ouvriers. Malgré tout, syndicats et conseils ouvriers devraient collaborer dans toute la mesure

tâche d'élaborer le programme des conseils ouvriers. Leurs chefs furent, outre Rácz, comme président, Kalocsai, Babsai, Karsai, Sebestyén, Töke, Bali. En parlant de la composition du Conseil Central, je voudrais compléter mon témoignage. Bali et Rácz sont venus de l'usine Beloïannis (ancien Standard) du 11è arrondissement. Tous deux serruriers-outilleurs, le dernier était l'élève de Bali sur le plan professionnel, mais aussi politiquement. J'ai déjà présenté Bali qui fut notre "penseur politique" avec Karsaï. Ce fut ce dernier surtout qui insista sur la nécessité d'élaborer une perspective à long terme, de clarifier notre propre rôle tant sur le plan politique qu'économique. A côté d'eux, Rácz attira l'attention par son attitude tranchante, extrêmement dure qui, liée à un dynamisme exceptionnel et une sincérité profonde, a exprimé toute notre révolution. On n'aurait pas pu trouver un meilleur président. Sebestyén était ingénieur à la M.O.M. (Réglé d'Optique Hongroise). Pour démontrer combien il était aimé par les ouvriers, je raconte la tentative de son arrestation. Vers le 4 décembre, en relation avec notre journal, la Gazette Ouvrière, la police vient arrêter Sebestyén dans son usine. Apprenant cette tentative, les ouvriers déclenchèrent immédiatement la grève et cernèrent toute l'usine, armés de tiges de fer et de lourds outils. A l'appel téléphonique désespéré des policiers, bientôt arriva un détachement blindé soviétique qui, à sont tour, cernait l'usine. A l'intérieur de la clôture, il y avait les ouvriers, à l'extérieur, les blindés. On attendait. Le Conseil Ouvrier local nous a appelé mais lorsque nous arrivâmes, un autre groupe de "poufaïka" arriva également. Leur commandant voulait parler avec autorité aux ouvriers, l'officier soviétique arriva aussi. Chacun sut que si quelqu'un commence il y aura de la bagarre. Mais les ouvriers ne voulaient, à aucun prix, donner Sebestyén ; on ne pouvait pas le toucher. Finalement, après l'intervention de leur haut commandement, les policiers se retirèrent. Pour compléter tout ce que j'ai dit sur les membres du Conseil, je mentionne également ceux de Csepel, par exemple, Kléger et Szenöczei, arrivés après l'éviction de Dévenyi, le délégué des Chemins de Fer, Mester, Varga, chargé de relations avec le commandement soviétique et autres membres, chargés de tâches variées.

Nous pensions que, d'une manière générale, le rôle des conseils ouvriers

les noms. Le commandement soviétique promit de faire des recherches. Désormais, la moitié du Conseil allait négocier au Parlement, l'autre moitié au quartier général russe. Nous recevions régulièrement des noms de disparus, le soir nous les transmettions au Soviétiques, et deux ou trois jours plus tard les détenus étaient libérés.

C'est un lundi que nous informâmes Kádár de notre intention de former un Conseil National Ouvrier, et le mardi, une délégation porteuse de la même nouvelle se rendit auprès des Soviétiques. Le général Grebennik, commandant de la place, reçut en personne la délégation qui lui fit part de notre intention d'organiser une réunion du Conseil national Ouvrier au Palais des Sports, à laquelle était invité un représentant du commandement soviétique. Très poliment, Grebennik nous remercia, ajoutant toutefois qu'il ne pouvait se mêler d'une affaire intérieure hongroise. La délégation devrait s'adresser au gouvernement hongrois afin que celle-ci invitât le Haut Commandement soviétique par la voie diplomatique.

Dès le même soir, les délégués coururent au Parlement pour informer le gouvernement Kádár, en la personne d'Apró. Celui-ci déclara qu'il ne croyait pas que cette invitation puisse être acceptée, car une telle réunion n'aurait pas de sens. Des éléments fascistes ne manqueraient pas d'y participer, et qui sait, se livreraient peut-être à des provocations. Qui pourrait lui donner des garanties contre pareille éventualité ?

Nous lui répondîmes que nous autres, ouvriers organisés, lui garantissions formellement qu'aucun incident de ce genre ne serait à redouter.
Je fus chargé de l'organisation du service d'ordre. Il était composé d'ouvriers des usines de Csepel. On indiqua à chaque usine le nombre de gars qu'elle devait fournir. Toute arme étant interdite à l'intérieur de la salle de réunion, tout le monde serait fouillé avant de pouvoir pénétrer dans le Palais des Sports.

Un certain nombre de délégués de province devait être présents. En raison des difficultés des communications, des étudiants des facultés s'étaient offerts à les amener en camion. Chacun devait y mettre du sien, car le temps pressait.

La réunion avait été fixée au 21 novembre. Dès six heures du matin, les organisateurs étaient sur les lieux. Le quartier était parfaitement calme, et nous espérions que tout se passerait bien.

A 8 heures précises commença un formidable défilé militaire soviétique. En fin de compte, Grebennik avait accepté l'invitation, mais il se faisait représenter à sa façon, par un échantillonnage complet de toutes les armes de la garnison. Il y avait peut-être quatre cents blindés, des tanks prêts à tirer, de l'artillerie tractée, des soldats mitraillette au poing. Le Palais des Sports fut cerné en un instant et toutes les rue adjacentes barrées.

Devant ce déploiement de forces, les membres du Conseil Central Ouvrier de Grand-Budapest, dont moi-même, nous dirigeâmes vers le siège du syndicat des ouvriers du bâtiment (M.E.M.O.S.Z.), qui se trouvait à proximité. Un certain nombre de nos camarades, toutefois, restèrent aux abords du palais des Sports pour attendre les délégués des mines, usines sidérurgiques et entreprises de province, venus des quatre coins de la Hongrie : de Debrecen, de Veszprém, d'Inota, de Mohács, de Pécs, de Dunapentele, et d'ailleurs. Des élections démocratiques s'étaient préalablement déroulées dans tous ces centres. Chacun des délégués était muni d'une attestation officielle. Il faut dire qu'en arrivant au Palais des Sports ils étaient animés contre nous d'une violente indignation à la pensée que nous les avions lâchés et trompés. En effet, nous autres, à Budapest, nous travaillions, alors qu'ils ne travaillaient pas. Ils venaient dans l'intention de donner une nouvelle impulsion à la grève. Celle-ci, en effet, paralysait encore les grands centres de province ; les ouvriers de Tatabánya avaient même inondé les carreaux des mines.
Accompagnés d'un certain nombre de délégués de province, nous étions tout département. Ils racontèrent, par exemple, que les membre de la "poufaïka" gardaient toutes les routes du département de Borsod et que les délégués des conseils ouvriers avaient dû passer en fraude pour arriver à Budapest.
D'autre part, nous avions la preuve que des armes leur étaient envoyées clandestinement de Tchécoslovaquie. L'officier soviétique demanda le nom des orateurs , ceux-ci déclinèrent leur identité, et les choses en restèrent là.
Quelques minutes avant 14 heures, notre président se leva pour rendre compte de ce qui se passait en ville. Il rassura les camarades soviétiques ; il ne s'agissait que d'une commémoration, de la commémoration d'un événement sacré de notre histoire. Puis il nous invita à nous lever, à observer une minute de silence et à chanter ensuite l'hymne national. Les Soviétiques se levèrent, saluèrent militairement pendant que s'élevait notre chant national. Ils se comportèrent d'une façon tellement correcte que nous crûmes la fin de Kádár arrivée. Et j'ose dire que si cela avait dépendu d'eux, il auraient marché avec nous. Les instructions qu'ils avaient reçues n'avaient pas prévu pareille occurrence. Ils furent visiblement très embarrassés.
Pendant ce temps, sur les grands boulevards et les principales artères de la ville, les forces soviétiques se déployaient avec une ampleur extraordinaire.
Comme le dit plus tard un officier russe, ce qui leur paraissait impressionnant et redoutable, c'était le vide complet régnant autour d'eux.
S'il y avait eu du monde dans les rues, ils se seraient sentis davantage en sécurité, car les Hongrois n'auraient pas ouvert le feu sur d'autres Hongrois.
Pendant une semaine ou deux, les officiers soviétiques nous visitèrent quotidiennement, jusqu'aux environ du 30 novembre. Au bout de quelques jours, nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient du Conseil.

Je voudrais dire encore quelques mots de l'organisation, des projets et de quelques événements du Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest. La grande majorité des membres de ce Conseil était constituée d'ouvriers qualifiés, mais nous comptions parmi nous quatre ou cinq ingénieurs. Parmi ces derniers, deux furent des anciens ouvriers, comme moi et Karsai.
Nous avions créé au total sept sections ou commissions, dont les chefs étaient en même temps vice-présidents du Conseil. Ces commissions avaient

marchaient jusqu'aux chevilles dans le papier journal. Kádár nous a dit : "Voyez, pour cette raison, vous n'aurez pas de journal. Je ne veux pas qu'on déchire également votre journal…"

Pendant tout ce temps-là, la liaison entre le Conseil Central et les Russes était maintenue. Lors d'une entrevue qui avait débuté sous le signe d'une franche cordialité, deux jours après l'histoire du journal, nous déclarâmes carrément que nous ne reconnaissions ni le gouvernement Kádár, ni la légitimité de l'intervention soviétique. Nos interlocuteurs en eurent le souffle coupé. Nous les invitâmes alors à se rendre dans les usines pour demander leur opinion aux ouvriers. Ce qu'ils firent. Dans mon usine d'Appareillage Téléphonique, un officier soviétique se présenta. J'assistai à la scène. Comme préambule, il demanda aux ouvriers ce qu'ils voulaient le 23 octobre, le fascisme ou le socialisme ? "Le socialisme !" La réponse jaillit avec une telle force et une telle ampleur que les vitres en tremblèrent. Le mot fascisme, par contre, fut accueilli par une tempête de huées. L'officier demanda ensuite aux travailleurs de préciser leurs revendications, puis, sans mot dire, il gagna le bureau du secrétaire du Conseil Ouvrier. Il demanda à celui-ci s'il était d'accord avec les travailleurs. Sur sa réponse affirmative, l'officier déclara qu'il ne comprenait pas les divergences qui se manifestaient entre les ouvriers et Kádár puisque, manifestement, on voulait la même chose des deux côtés. En réalité, les Russes savaient fort bien où le bât blessait, mais ils ne voulaient pas l'avouer. Nous avons proposé en Haut Commandement soviétique d'envoyer à nos réunions un officier de haut grade, comme observateur afin d'étudier sur place nos revendications.
Le 23 novembre, un mois après le début de la révolution, le Conseil Central Ouvrier tint séance. Y assistait, entre autres, un officier politique soviétique d'un grade élevé. On décida, en accord avec les autres organismes révolutionnaires, que de 14 heures à 15 heures, personne ne sortirait dans Budapest. Les Russes présents dans la salle exigèrent que nous leur dévoilions le fond de notre pensée car il subodoraient, disaient-ils, que quelque chose se préparait. Plusieurs délégués de province en profitèrent pour vider leur sac. Ils donnèrent des détails sur les débordements des soldats russes et les abus commis par les secrétaires du parti dans leur près du siège du syndicat du bâtiment quant nous fûmes arrêtés par un barrage formé par les élèves de l'Académie Militaire Zrinyi, mitraillette au poing. Nous n'insistâmes pas ; d'ailleurs, n'ayant pas décliné notre identité, nous ne fûmes pas inquiétés.

Force nous fut d'essayer de gagner le siège provisoire du Conseil du Grand-Budapest, rue Akácfa. En principe, les délégués de province n'avaient pas le droit d'y pénétrer. Mais ils insistèrent, notamment les représentants des mineurs, qui étaient particulièrement montés. Impossible, disaient-ils, de négocier avec des gens comme Kádár. Voilà où menaient les négociations. On mobilisait des tanks pour nous attaquer. La grève seule pouvait être une réponse à ces gens-là.
Nous invitâmes donc les délégués de province à venir avec nous pour leur expliquer notre position. Cependant, la rue Akácfa était à sont tour envahie par les soldats. Sur le trottoir qui faisait face à l'immeuble où nous siégions, une puissante formation s'installa. C'étaient des élèves de la même Académie Militaire qui nous avaient attendus précédemment devant le M.E.M.O.S.Z. Le commandant est monté avec quelques-uns d'entre eux, mitraillettes à la main. "Debout et haut les mains !" cria-t-il. "Qu'y a-t-il ici, insurrection fasciste, contre-révolution ?" Tout le monde se mit debout et Rácz répondit à l'officier.

J'ai oublié de mentionner un incident qui se termina par l'élection de Rácz à la présidence. Lorsque nous avons écarté Balázs, on l'a remplacé par Dévényi, pensant que cet ouvrier de Csepel représenterait bien notre Conseil. Or, il se comporta d'une façon curieuse : au moment où nous devions aller négocier avec Kádár, il trouvait toujours une raison quelconque pour reculer cette entrevue, telle que : il suffit de négocier demain, etc. une fois Rácz, qui était très véhément, a bondi en disant : "Je prie le président de démissionner. Nous n'avons pas besoin de gens veules." Il a démissionné sur-le-champ et nous avons unanimement élu Rácz, qui n'avait que 23 ans à ce moment-là, mais était très actif et combatif et d'une honnêteté sans faille. En même temps, nous avons chargé Kalocsai, un homme tempéré, et Bali d'assumer la

vice-présidence.

Comme je disais, Rácz expliqua à l'officier de quoi il s'agissait en réalité et le pria de s'asseoir avec nous pour écouter nos discussions. Ce qu'il fit. Les mineurs parlèrent avec véhémence, nous traitant de tous les noms : canailles, traîtres, etc. "Si vous voulez travailler, faites-le, mais nous ne donnerons ni charbon, ni électricité, nous inonderons toutes les mines." Les mineurs de Salgótarján, de Tatabánya, de Pécs étaient tous d'accord. La discussion continua. Brusquement, l'officier sortit. Nous étions inquiets. Quelques minutes après, il revint seul, sans arme et déclara : "On m'avait dit que vous prépariez un complot fasciste. Maintenant, je suis convaincu que c'est une calomnie. J'ai renvoyé mes gars à l'Académie, mais permettez-moi d'assister à votre réunion constructive et très intéressante." Nous l'avons applaudi spontanément.

Tandis que les délégués de province nous attaquaient, nous essayions de leur faire entendre raison. D'abord ce fut peine perdue. Nous n'étions soutenus que par un délégué de Györ. Pourtant, nos arguments finirent par les toucher : "Vous autres, en province, vous vous trouvez dans une situation plus facile que nous. Dans une petite ville, tous le monde se connaît. Quand un événement se produit, tous le monde en est informé dans la demi-heure qui suit. La solidarité est plus facile à organiser. A Budapest, il y a plus d'un million et demi d'habitants, la situation est plus complexe, nous devons à tout prix garder le contact les uns avec les autres, et aussi le contact avec la province. En cas de grève, toutes ces liaisons sont menacées."
Vers 21 heures les délégués de province se rendirent à nos arguments et nous nous sentîmes en parfaite harmonie. On convint de ne pas insister pour la création d'un Conseil National, afin de ne pas envenimer les choses : cette seule éventualité n'avait-elle pas suffi à mobiliser les tanks soviétiques ? Par contre, le Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest, reconnu par les autorités, devait poursuivre ses activités. D'autre part, des contacts seraient établis entre la capitale et les centres de province, et toutes nos décisions leur seraient transmises par des agents de liaison ; ils pourraient ainsi décider s'ils d'exemplaires suffisant pour ses ouvriers. Mais le gouvernement trouva rapidement une réponse : les commandements soviétiques d'arrondissement saisirent, partout où c'était possible, les machines ronéos. Mais ce fut en vain. Nous avons distribué notre feuille par tous les moyens. Moi-même, par exemple, je suis allé à la réunion du Conseil Ouvrier de mon arrondissement (le 14e) où j'ai pu lire notre bulletin. Les participants prenaient des notes, puis le bulletin passait de main en main. Ce fut, à l'époque, le journal le plus lu de Budapest. Malheureusement, il faillait une bonne semaine pour qu'il parvienne à toucher ses lecteurs. Kádár et les siens le craignaient beaucoup plus qu'un journal de croix-fléchées.

Des négociations interminables avaient précédé la parution de notre feuille ronéotypée. Nous discutions presque tous les jours avec Kádár, mais celui-ci ne se manifestait en personne qu'après nous avoir fait cuisiner pendant des heures par ses collaborateurs. Ces séances étaient tellement épuisantes que celui d'entre nous qui était désigné pour y prendre part en était malade d'avance. Parfois, Kádár n'arrivait que sur le coup de trois heures du matin, alors que nous tombions de sommeil ; lui, il avait la possibilité de récupérer pendant la journée. Décidément, nous n'étions pas à égalité sur le plan des forces physiques. Parmi nous, il y en avait toujours un sur qui Kádár s'acharnait en particulier. Mais il n'aimait pas, surtout, Rácz et ne lui adressait jamais la parole. Celui-ci, en effet, employait invariablement le même style que Kádár. S'il criait, Rácz criait plus fort. Une fois Kádár s'est déchaîné et Rácz a bondi sur la table en criant. Nous pensions donc qu'il ne fallait surtout pas envoyer Rácz pour négocier lorsque nous voulions arranger certains problèmes "à l'amiable".

Lorsque enfin notre bulletin fut prêt, Kádár essaya d'en empêcher subrepticement le tirage, comme je l'ai indiqué, en faisant confisquer les ronéos par le commandement russe. Nous ripostâmes en déclarant que les ouvriers boycotteraient pendant 24 heures Népszabadság, l'organe central du parti. J'ai vu de mes yeux, sur les grands boulevards, des centaines d'ouvriers acheter Népszabadság et le déchirer aussitôt sans l'avoir lu. Les gens

yougoslave sur le même sujet. Huit jours après l'avoir reçu, le gouvernement publia un décret. Toutefois, ce décret ne contenait pas certaines dispositions primitivement prévues, par lesquelles nous entendions mettre les conseils ouvriers à l'abri de l'influence du parti au service du gouvernement. D'autre part, ce dernier s'opposa à la création de conseils ouvriers dans les administrations : P.T.T., Chemins de Fer, Ministères, etc. L'intention de Kádár était que des gens nommés par la direction "représentent" les travailleurs dans ces firmes, alors que, précisément, nous avons voulu y créer des conseils puissants afin de contrebalancer le gouvernement, jusqu'au moment du moins, où des véritables syndicats ne s'organisent. Kádár et Cie le savaient très bien et nous ont devancé, ce qui entraîna, au sein de ces entreprises, une vive indignation et des discussions à n'en plus finir. Cela permit au gouvernement de détourner l'attention des masses de sujets plus importants et contribua à l'éparpillement de nos forces.

Une des revendications du Conseil Central Ouvrier était de disposer d'un journal pour informer les travailleurs. Le gouvernement le repoussa catégoriquement, préconisant à la place, des communiqués pour la radio rédigés par le Conseil et supervisés par eux. Evidemment, nous avons refusé une telle "solution". Nous avions besoin d'un journal et non de communiqués radiodiffusés et contrôlés par eux. Nous avons donc pris la décision d'organier, sous la direction de Sebestyén, une commission de presse avec pour tâche la parution de notre journal. Nous étions sur le point de sortir un journal intitulé Munkásujság (gazette ouvrière) qui fut saisi à l'imprimerie. Le numéro confisqué contenait des détails précis sur les négociations entre le gouvernement et les conseils ouvriers, et certaines déclarations, fidèlement retranscrites, des dirigeants au cours de ces négociations, tels ces mots de Kádár fort désinvoltes tant à l'égard de notre conseil que du peuple hongrois tout entier : "Peu me chaud que vous me reconnaissez ou pas. 200.000 soldats soviétiques sont derrière moi. C'est moi qui commande en Hongrie." Nous dûmes nous contenter de publier – cette fois avec l'approbation du gouvernement – une feuille ronéotypée que dirigeait Sebestyén. Chaque arrondissement en recevait un exemplaire qu'il tirait en autant d'exemplaires qu'il comptait d'usines ; à son tour, chaque usine en tirait un nombre acceptaient ou non nos résolutions. Pour chacune, d'ailleurs, on tiendrait compte de l'avis des agents de liaison. Ainsi, bien que notre organisme conservât jusqu'au bout le nom de Conseil Central Ouvrier du Grand-Budapest, un conseil national fut tout de même créé dans la pratique, et de façon illégale.

Le grand dépôt des autobus de la B.E.S.Z.K.A.R.T. se trouve en face du Palais des Sports, et lorsque les travailleurs virent le déploiement des forces soviétiques, ils crurent que les membres du Conseil Central avaient été arrêtés. Aussitôt le mot d'ordre d'une grève de 24 heures fut lancé, des coups de téléphone partirent dans toutes les directions, et bientôt Rácz, le président du Conseil Ouvrier, fut informé que la moitié des travailleurs de Budapest étaient déjà en grève. Nous dûmes approuver ce mouvement, d'une part par solidarité avec ceux qui y participaient, d'autre part pour protester contre l'attitude inqualifiable des autorités qui nous considéraient tantôt comme des interlocuteurs dignes de ce nom, tantôt comme des trublions contre lesquels il fallait utiliser la force. C'était notre premier appel à la grève, et il fut entièrement suivi. Les délégués de province virent dans ce geste un compromis, car s'ils observaient toujours la grève totale, les ouvriers de Budapest avaient repris le travail. Nous gagnâmes ainsi définitivement leur confiance.

Lors de l'entrevue suivante avec Kádár, celui-ci se déchaîna :
- Que se passe-t-il ? Vous prétendez vouloir travailler et vous voilà déjà en grève ?
Nous expliquâmes que c'est nous qui avions bien des raisons de protester, car si les Soviétiques s'étaient livrés à cette démonstration de force, ce n'était sûrement pas pour défendre leurs positions, mais à la demande du gouvernement. A quoi Kádár répondit qu'il n'était pas une marionnette, qu'il était, après tout, Premier ministre de Hongrie et qu'il saurait prouver que son gouvernement et lui étaient les maîtres. Peu lui importaient nos arguments. Ce que veulent les ouvriers n'est pas forcément juste ; est juste ce que les dirigeants décident. Ils ne sont pas obligés de se plier aux volontés des masses.

En raison de la situation catastrophique de l'économie, Kádár et ses collègues convoquèrent au Parlement une conférence à laquelle assistaient outre Kádár lui-même, Marosán, Apró et d'autres dirigeants politiques, les directeurs des plus grandes usines et trois délégués du Conseil Central. L'intervention de l'un de ceux-ci, Kalocsai, fut retransmise par la radio en émission différée, mais sous une forme falsifiée. Kaloczai stigmatisait l'action de certains "éléments provocateurs – dans une usine de la Terre d'Ange, par exemple, aux Aciéries Hongroises, à la Fabrique de Machines Láng, à la M.A.V.A.G., des secrétaires du parti sectaires qualifiaient le Conseil Ouvrier d'"organisation fasciste" et déclaraient que son appel à la reprise du travail ne pouvait être pris en considération. A la radio, grâce à un artifice de montage, on entendit parler d'"éléments provocateurs fascistes", et il ne fut pas du tout question de secrétaires du parti sectaires. Kaloczai dénonçait la "réaction gauchiste" ; le mon "gauchiste" disparut, et tout le sens de l'intervention s'en trouva modifié. De ce fait, le Conseil décida de publier un bulletin d'information.

Pour en revenir à cette conférence, Kádár y déclara notamment : "Vous savez, camarades, le gouvernement ouvrier et paysan se trouve dans une situation difficile, car la confusion règne dans l'esprit des travailleurs qui ne voient pas le chemin à suivre." Il dit aussi qu'il s'agissait, de toute évidence, d'une contre-révolution, puisque 241 communistes avaient été mis à mort. Dans sa réponse, Bali, après avoir dit qui il était et rappelé ses origines, riposta : "Il n'y a aucune confusion dans l'esprit des ouvriers. Dans le vôtre, peu-être", fit-il à l'adresse de Kádár et des autres dirigeants. "Sachez que je milite au parti depuis dix ans, et pourtant je n'ai rien eu à redouter, pendant les journées révolutionnaires, quand je me mêlais aux ouvriers. Ce n'est pas moi qu'ils voulaient pendre !"
Kádár entra en fureur, frappa du poing sur la table et s'écria : "Sortez, provocateur !".

Cependant, les paroles de Bali avaient fait une telle impression sur les assistants – 200 personnes environ – que Kádár jugea plus prudent de ne pas insister. Ancien social-démocrate et entré au parti communiste dès 1945, Bali était un militant très actif qui avait l'oreille des ouvriers car il travaillait comme eux.

Vers cette époque, Kádár et ses amis créèrent un conseil ouvrier fantoche pour contrecarrer notre action. Il publiait des communiqués, faisait distribuer des tracts nuitamment, donnait des instructions, par téléphone en notre nom. Quand nous appelions à la reprise du travail, ce conseil (comme les secrétaires du parti sectaires) poussait à la poursuite de la grève. Nous passions le plus clair de notre temps à démentir et à remettre les choses au point. Cela devait permettre aux dirigeants de prétendre que nous ne faisions rien. Lors de la réunion évoquée ci-dessus, un des nôtres, Karsai, dit ouvertement aux dirigeants que nous avions une mission économique à accomplir, que nous ne tenions pas du tout à avoir une activité politique, mais que leur duplicité nous y obligeait.
"Voulez-vous, oui ou non, l'ordre et le calme ?" demanda-t-il.

En fait, ce n'était pas précisément ce que recherchaient Kádár et ses collègues. Ils se préparaient activement à mettre sur pied une soi-disant "garde ouvrière" (que les Budapestois baptisèrent "poufaïka", du nom de l'uniforme ouatiné des Russes). Tant que la chose n'était pas au point, ils louvoyaient, quitte à nous frapper plus tard plus vigoureusement.

En attendant, le travail du Conseil Central Ouvrier se poursuivait. On créa des commissions qui furent chargées de questions diverses. Une commission, par exemple, s'occupa de définir les formes et les méthodes de l'activité politique du Conseil, la commission économique a essayé de déterminer les principales tâches de démarrage de la production, les moyens d'organisation des usines et, ensemble avec la commission politique, les méthodes et le procédé des élections des conseils ouvriers définitifs. Kádár dut consentir à ce que des négociations fussent ouvertes entre nous et le Conseil National des Syndicats afin d'élaborer une législation concernant l'activité des conseils ouvriers. Le projet s'inspirait largement de la loi